

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

N° 532 du 31.05 au 13.06.2010

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré a part

« Assaut meurtrier de la marine israélienne contre la flottille humanitaire »

Dossier –

Manifestations et réaction –

Enquête –

Demande d'action.

Paroles & actions du président cette semaine ...

Obama veut "enjoliver" le blocus de Gaza

3 Politique

Politique Palestinienne

Ismail Haniyeh

4 Politique Internationale des territoires occupés

a) Pays Arabes & voisins

Iran

1 Usa (le parrain)

1 Obama

2 Les grandes manœuvres

4 Organisations Mondiales & régionales

5 Europe

6 Médias/Vidéos

8 Vidéos :

6-2 L'Union européenne censure

6-3 La Voix dissonante à la Maison Blanche **Helen Thomas** demande : pourquoi ce laxisme avec Israël??

7 Dossier

7-1 Nadjia Bouaricha : La Sublime Porte se referme sur Israël.

8 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

8-1 Hazem Jamjoum : Par la piraterie, Israël se dévoile aux yeux du monde

8-2 Thomas Sommer : "Nous nous sommes sentis abandonnés par la France"

9 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion.

9-1 Rannie AMIRI : Saboter la paix : La vraie raison de l'attaque de la flottille de Gaza.

9-2 Thierry Meyssan : Flottille de la liberté : le détail que Netanyahu ignorait.

9-3 Une semaine est passée depuis l'attaque de la flottille de la paix dans les eaux internationales.

Tiré a part

« **Assaut meurtrier de la marine israélienne contre la flottille humanitaire** »

Dossier - Manifestations et réaction - Enquête - Demande d'action .

a) Dossier - manifestations et réaction.

Julien Salingue et Alain Pojolat : Etat d'Israël, Etat terroriste!

L'attaque de la « Flottille de la Liberté » par l'armée israélienne est dénoncée partout dans le monde.

Il est temps que la communauté internationale condamne enfin l'État d'Israël, qui bafoue les droits fondamentaux des Palestiniens et les règles internationales depuis des décennies.

L'acte de guerre de l'armée israélienne contre la « Flottille de la Liberté » suscite une indignation internationale contre Israël, y compris dans les rangs de ses alliés traditionnels. La censure militaire entourant l'opération n'a pu empêcher la diffusion, via internet, d'images de ces commandos hélicoptères attaquant à l'arme automatique, dans les eaux internationales, un convoi humanitaire chargé de 10 000 tonnes d'aides à destination de la population de Gaza. Neuf morts ? 20 morts ? Qu'importe le nombre des victimes, une serait déjà de trop.

Nous rendons hommage à ces militants et militantes de la liberté qui sont morts, lachement assassinés, loin de chez eux, pour défendre le droit des Palestiniens à survivre dans le ghetto de Gaza. Comme des millions d'autres à travers le monde, ces militants entendaient protester contre le blocus inhumain imposé à la Bande de Gaza depuis de longues années. Et pour les empêcher de briser le blocus, Israël a, une fois de plus, montré son vrai visage.

Le massacre commis sur les bateaux de la Flottille vient en effet s'ajouter à la longue liste d'actes criminels perpétrés depuis sa fondation par « la seule démocratie du Moyen-Orient ». Non, il ne s'agit pas d'un « accident ». Non, il ne s'agit pas d'une « bavure ». Israël a agi comme il l'a toujours fait dans sa guerre coloniale contre le peuple palestinien : le déni de droit, la violence, le meurtre. Et depuis quelques jours, comme d'habitude, les soutiens d'Israël défilent dans les médias et ont recours aux armes classiques de la désinformation : mensonge, dénigrement...

Nous ne nous laisserons pas tromper par la propagande, ni bercer par le chant des hypocrites qui s'élèvent aujourd'hui contre l'assaut sanglant contre la Flottille alors qu'ils sont muets, depuis des années, au sujet du blocus de Gaza. Les puissances occidentales et les dictatures arabes ont beau jeu de « condamner » l'opération des commandos israéliens alors qu'ils soutiennent activement ou passivement l'embargo infligé à la Bande de Gaza. La plupart des pays de l'Union européenne (UE) convoquent les ambassadeurs d'Israël. Dont acte. Mais pourquoi ne l'ont-ils pas fait plus tôt ? Et pourquoi ces mêmes pays ont-ils voté, à l'unanimité, l'adhésion d'Israël à l'OCDE il y a quelques semaines ?

Depuis plus de 60 ans, Israël nie les droits, pour ne pas dire l'existence, du peuple palestinien. Massacres, expulsions, confiscations de terres, colonisation, répression contre toute forme de résistance... Durant plus de six décennies, l'État sioniste a tenté, par tous les moyens, de se débarrasser des Palestiniens et n'a subi, sauf en de rares occasions, que quelques remontrances des dirigeants des grandes puissances. Ces derniers considèrent en effet Israël avant tout comme un allié de poids dans une région aux enjeux économiques et géostratégiques majeurs, sur l'autel duquel les Palestiniens sont sacrifiés. Mais les Palestiniens n'ont, jusqu'à présent, pas renoncé. Ils continuent de lutter pour leurs droits, avec une constance et une dignité qui forcent l'admiration. Et, malgré la propagande et l'ignoble chantage à l'antisémitisme, la solidarité internationale avec le peuple palestinien s'exprime toujours, que ce soit lors des massacres de Gaza en 2008-2009, avec le développement de la campagne BDS ou ces derniers jours suite à la tuerie sur la Flottille de la Liberté. Aussi tragiques soient-ils, les récents événements sont l'occasion de construire et d'amplifier la solidarité avec la Palestine et d'exiger que l'impunité de l'État d'Israël cesse enfin.

Nous devons accentuer la pression pour que la tragédie cesse et qu'Israël et ses dirigeants rendent enfin des comptes, sans perdre de vue que sans ses alliés internationaux, Israël ne serait rien. Une mobilisation internationale de masse, populaire, prolongée, est nécessaire. L'État d'Israël doit, comme le préconise la campagne BDS, être isolé, boycotté, sanctionné. Le blocus de Gaza doit immédiatement être levé, l'occupation militaire et civile des territoires palestiniens doit cesser, et les droits nationaux des Palestiniens doivent enfin être satisfaits. Palestine vivra, Palestine vaincra !r **Julien Salingue et Alain**

Pojolat

02 Juin 2010

Voir ci-dessus

Palestine :

- 31-05-2010 [Contre l'agression meurtrière de l'armée israélienne, ...](#)
29-05-2010 [Christophe Oberlin: "L'embargo accentue le fossé entre la p ...](#)
4-05-2010 [Pourquoi nous ne signons pas l'«Appel à la raison» lanc ...](#)
20-04-2010 [Vêtements sales...H&M ouvre des magasins sur des terres vol ...](#)
9-04-2010 [Réflexions sur le soulèvement palestinien qui vient](#)

Moyen-Orient :

- 13-05-2010 [Rassemblement et manifestation « Palestine Occupée-Dexia i ...](#)
6-12-2009 [Les troupes belges et de l'OTAN hors d'Afghanistan!](#)
http://lcr-lagauche.be:80/cm/index.php?view=article&id=1679:etat-disrael-etat-terroriste&option=com_content&Itemid=53

Flottille : Les pirates israéliens avaient la liste des gens à éliminer.

La tuerie est une réaction aux relations turco-iraniennes

Les meneurs du gang de criminels de guerre israéliens, le soi-disant « gouvernement israélien, » en ce moment en train de fomenter et planifier le déclenchement d'une guerre nucléaire contre l'Iran, n'ont pu rien faire pour répondre au dernier accord du 17 mai 2010 entre la Turquie, le Brésil et l'Iran, sur le transfert de 1.200 kg d'uranium faiblement enrichi en Turquie contre du combustible nucléaire. En représailles, ils ont fomenté la tuerie sur la flottille de navires qui transportait de l'aide humanitaire vers Gaza pour rompre un siège génocide imposé depuis 2006 par Israël. L'accord irano-turco-brésilien se présente comme un obstacle à l'ambition d'Israël, de forcer le monde à entrer dans la spirale sanglante d'une guerre nucléaire. Il est faux de croire que le gouvernement turc ne s'attendait pas une réplique de ce genre contre la flottille de la liberté qui amenait 10.000 tonnes d'aide humanitaire à Gaza.

L'opération de piraterie maritime meurtrière, perpétrée par un commando de marine, Shayetet 13, dans laquelle au moins 20 militants pacifistes ont été assassinés et plus de 50 autres blessés, était une décision des cercles intérieurs du pouvoir en Israël, approuvée par le Cabinet israélien dirigé par Benjamin Netanyahu, Ehud Barak et les autres criminels de guerre. Cette boucherie était un message adressé par Israël à la Turquie et ses nouveaux alliés syriens et iraniens. Toute personne sachant lire entre les lignes et connaissant l'histoire des meneurs militaires d'Israël, peut comprendre qu'ils n'ont jamais fait de distinction entre les civils et les militants des groupes qui sont considérés comme des ennemis en fonction de normes sionistes bizarres.

Hélicoptère des forces spéciales israéliennes

Israël s'est livré à une tuerie sur le navire turc « Marmara, » qui amenait de l'aide humanitaire aux Palestiniens assiégés dans le camp de concentration de Gaza. Ce massacre a été bien préparé par le cabinet israélien, et certains gouvernements pro-israéliens ont été informés avec tous les détails du crime projeté. Israël a chargé une unité spéciale du corps des marines, déployée sur des bateaux et des hélicoptères de patrouiller sur la côte d'Ashdod et Gaza, et a décrété une zone militaire fermée les eaux au large de Gaza. Ils ont aussi annoncé par l'intermédiaire de leurs organes de propagande, leur intention de transférer les navires et les militants dans le port d'Ashdod, avant de les expulser vers leur pays en tant qu'immigrants illégaux, et d'arrêter ceux qui refuseraient de s'identifier et de signer un engagement à ne pas revenir. Ils ont également préparé des unités de détention avec des tentes pour emprisonner les militants et les interroger ; l'équipe d'interrogateurs qu'Israël a choisis pour interroger les militants de la paix était servie par des gens ayant une expérience de tortionnaire ayant déjà « travaillé » des prisonniers palestiniens du goulag israélien.

Les navires israéliens surveillaient la Flottille de la Liberté à environ 124 km de la côte d'Israël.

Selon le mouvement international, les passagers se sont précipités pour enfiler les gilets de sauvetage et déclencher l'état d'alerte dès que les navires de guerre ont été visibles.

Les militants de la paix à bord du convoi ont déclaré que trois navires israéliens ont parlé au capitaine du navire turc par radio et l'ont averti des conséquences s'il s'approchait de la côte de Gaza, déclarée zone militaire fermée. Ils ont exigé qu'il amène l'aide humanitaire vers le port d'Ashdod, en soulignant que la marine israélienne empêcherait à tout prix leur pénétration dans la zone militaire fermée, ce qui signifiait qu'ils n'hésiteraient pas à tuer des gens.

Les navires transportaient 10.000 tonnes de fournitures médicales et de matériaux de construction, du bois, et 100 maisons préfabriquées pour les dizaines de milliers de personnes qui ont perdu leur maison du fait des crimes de guerre israéliens à Gaza au début de l'année 2009. Ils apportaient également 500 véhicules électriques pour les personnes handicapées, depuis en particulier le dernier crime de guerre israélien, plus de 600 personnes ont une incapacité permanente, avec des jambes amputées.

La députée israélienne arabe Knesset Hanan Al-Zoubi a parlé en hébreu gr ce à un haut-parleur avec les troupiers israéliens, leur disant de ne pas attaquer les navires transportant des militants pacifistes civils et de l'aide humanitaire. Elle a ajouté que, pendant son appel, les soldats israéliens se sont mis à tirer à balles réelles sur les navires en blessant des civils, parmi lesquels le citoyen arabo-israélien Sheikh Raed Salah touché est maintenant dans un état critique. Elle a ajouté : « les canonnières israéliennes s'approchaient du "Convoi de la liberté" et ont demandé au capitaine du navire de s'identifier et d'identifier le navire. Les navires se trouvaient dans les eaux internationales à environ 100 miles de Gaza. À ce moment, les hélicoptères israéliens ont attaqué les navires depuis le ciel. »

Des sources turques et des médias ont révélé un document qui prouve que la liste des gens à abattre avait été préparée à l'avance par les Israéliens. Elle indiquait le nom et la photo des gens à bord des navires qui devaient être assassinés, qui, selon Israël, étaient « impliqués dans l'action humanitaire internationale d'aide pour Gaza. » Selon des sources turques, des centaines de soldats israéliens ont pris d'assaut le navire turc bleu « Marmara » de la flottille et ils avaient des copies de la liste des gens à éliminer. Cette liste comprenait le nom des civils de la flotte dont ils voulaient se débarrasser. L'une des listes a été apparemment récupérée après avoir été perdue pendant l'acte de piraterie par l'un des hommes de main israéliens.

En ce qui concerne la complicité d'autres États dans ce crime, il est ressorti que les parlementaires allemands se trouvant à bord, Annette Groth, Inge et Norman Paech Höger, avaient maintes fois demandé au ministère allemand des Affaires étrangères son appui et sa protection, mais ils ont essayé un refus et ont été avertis de quitter la flottille à cause de « dangers » non spécifiés.

L'étrange attitude de Chypre, qui n'a ni permis aux navires d'entrer dans le port, ni permis à une délégation de parlementaires de monter à bord des navires, peut rétrospectivement s'expliquer par une connaissance anticipée et une complicité du régime chypriote dans le crime.

Enfin, Israël s'est livré à une boucherie horrible, et les victimes sont toutes civiles.

Il reste des questions : Israël a-t-il atteint son but avec la tuerie sur la flottille des navires de la liberté ? La Turquie et les autres pays de la liste secrète de nations haïes par Israël (qualifiées secrètement d'« ennemis hostiles »), ont-ils compris le message d'Israël ?

Quel est le message d'Israël ?

La réponse à la première question est à présent claire, et les jours à prochains permettront d'avoir la réponse à la deuxième question, et si Israël considère vraiment en secret la Turquie comme un ennemi. Quelle que soit la réponse à ces questions, Israël doit reconnaître que l'équation politique a changé dans la région et que lui et ses alliés ne peuvent plus la changer. Dans le meilleur intérêt de tous, les Israéliens doivent comprendre que tout ce qu'ils font est contre eux et qu'il serait préférable de s'abstenir d'autres actions criminelles. Toujours dans le meilleur intérêt de tout le monde, toute nation doit comprendre qu'Israël n'a plus la moindre légitimité en tant qu'État, et que son existence en tant que tel est indésirable à l'extrême pour tout le monde en dehors de la minuscule « élite » corrompue d'outre-mer qui le soutiennent.

31-05

Original : www.kawther.info/wpr/2010/05/31/flotilla-massacre-is-a-reply-to-the-turkish-iranian-relations

Traduction copyleft de Pétrus Lombard

05/06

Flottille pour Gaza: plusieurs victimes ont été tuées à bout portant.

Neuf victimes turques du raid israélien contre l'expédition maritime vers Gaza cette semaine ont été criblées de balles, et plusieurs d'entre elles ont été abattues à bout portant, affirme le rapport d'autopsie des autorités turques révélé samedi par le quotidien britannique The Guardian.

Yalcin Buyuk, le vice-président du Conseil turc de médecine légale, qui a réalisé l'autopsie vendredi à la demande du ministère turc de la Justice, a déclaré au Guardian que les neuf victimes ont essuyé en tout 30 balles.

Un homme de 60 ans aurait été atteint à la tempe, la poitrine, la hanche et au dos, alors qu'un ressortissant turco-américain a été touché par cinq balles tirées à bout portant contre le visage, l'arrière du crâne, le dos et deux fois la jambe, selon le journal britannique.

Deux autres hommes ont essuyé quatre balles et cinq des corps présentaient des impacts dans le dos ou l'arrière de la tête, selon M. Buyuk.

Les autorités israéliennes affirment avoir riposté à l'attaque de militants munis de barres de fer, de couteaux ou encore d'armes à feu lors de l'abordage de leur navire dans la nuit de dimanche à lundi.

Les organisateurs de la flottille qui souhaitaient se rendre à Gaza avec une cargaison d'aide humanitaire malgré le blocus israélien affirment au contraire que les commandos israéliens ont tiré aveuglément sur les passagers, qui se sont défendus avec des barres de fer.

(Source AFP)

<http://www.liberation.fr/monde/0101639728-flottille-pour-gaza-plusieurs-victimes-auraient-ete-tuees-a-bout-portant>

Deux ex-otages témoignent de l'horreur «Un pistolet braqué sur la tête d'un enfant de 2 ans»

Deux ex-otages témoignent de l'horreur «Un pistolet braqué sur la tête d'un enfant de 2 ans»

Le récit de certains membres de la délégation algérienne ayant fait partie de la flottille de la liberté est plus que percutant.

Emprisonnement, humiliation et offense, tel est le sort réservé à des humanistes partis au secours d'une population meurtrie et tenue en otage par l'armée israélienne. Le Temps d'Algérie les a contactés, écoutons-les.

Zine Eddine Ben Medkhen, vice-président du groupe parlementaire du MSP :«Un pistolet braqué sur la tête d'un enfant de 2 ans»

Zine Eddine Ben Medkhen, vice-président du groupe parlementaire du Mouvement de la société pour la paix (MSP) que nous avons pu joindre hier par téléphone, a tenu à témoigner du «cauchemar qu'ont vécu toutes les délégations, notamment algérienne».

Il raconte en ces termes : «Nous avons embarqué à bord du bateau turc Marmara. Les premières heures de la traversée étaient sous le signe de la paix et de la liberté. Nous avons effectué un voyage de 18 heures à destination du port d'Ashdod des territoires occupés.

A quelque 74 milles des territoires occupés, c'est-à-dire dans les eaux internationales, nous avons été interceptés par l'armée israélienne qui nous a entourés.» Le député Ben Medkhen a été affecté par ce tragique événement commandité par «une armée qui n'a ni loi ni foi». Il reprend son souffle et continue :

«Ensuite, les militaires sont montés à bord du bateau et l'un d'eux a pris le fils du commandant de bord âgé de 2 ans seulement et lui a mis son pistolet sur la tête, une prise d'otage d'un enfant de 2 ans, même dans les films, c'est inimaginable.»

Les autres bateaux qui suivaient étaient dans l'obligation de s'arrêter et de se rendre, faute de quoi l'enfant de 2 ans aurait été tué de sang-froid, comme ce fut le cas pour la délégation turque.

La délégation algérienne a été ensuite transférée vers la prison de Bir Sabaa, à une heure de route du port où elle a été emprisonnée. Zine Eddine Ben Medkhen a relaté dans le détail le traitement qui leur a été réservé : «Arrivés sur les lieux, les militaires nous ont mis dans une seule cellule, nous étions dans un endroit où même les cochons suffoquent, avec des femmes et des enfants.»

«A l'intérieur de la prison, a ajouté le député, nous avons été maltraités, humiliés et brutalisés. Comme notre pays n'a pas de relations avec cette entité, et heureusement d'ailleurs, nous avons eu comme pays intermédiaire la Jordanie qui s'est occupée de nous accueillir sur la frontière au pont du roi Hussein avant-hier. Nous avons pu rejoindre le siège de notre ambassade en Jordanie où un traitement de prince nous a été réservé par nos autorités.»

Latifi Ahmed, député du MSP : «Nous avons représenté dignement le pays du 1,5 million de martyrs» Le député et collègue de Ben Medkhen dans la formation de Bouguerra Soltani, Latifi Ahmed, a aussi apporté son témoignage. Le député s'est dit sidéré et ulcéré par le comportement inhumain des soldats israéliens. «Nous étions ligotés depuis la prise du bateau et de son équipage, mais nous n'avons pas baissé les bras, c'est d'ailleurs le cas de Mustafa Mokri, le fils de Abderazak, chef de la délégation, âgé d'à peine 20 ans qui a cogné un soldat israélien, ce qui lui coûté un traitement plus féroce de la part de cette armée.

Il en est de même pour son père qui s'est vu infliger le même sort et qui a payé pour le geste noble du fils. L'armée israélienne ne respecte ni personne âgée, ni femme, ni enfant. Un vieil homme de 88 ans a été ligoté et malmené, même les médecins qui devaient apporter aide et assistance aux blessés ont subi les affres de ces monstres.

D'ailleurs, sur les 16 morts, beaucoup d'entre eux auraient pu être sauvés s'il y avait eu une assistance médicale adéquate et rapide. Mais les tueurs israéliens n'ont pas tiré pour blesser mais pour tuer. Je vous cite aussi le cas de Gherissi Sabah qui a giflé une militaire israélienne qui a tenté de l'humilier. Pour ce qui est des Turcs, je dois dire que je n'ai jamais vu un tel peuple courageux.

Nous concernant, nous espérons que nous avons représenté dignement le pays du million et demi de martyrs. La délégation algérienne s'est vu confisquer tout ses bagages, téléphones, y compris les passeports ; ils étaient dans l'obligation de sortir de l'hôtel pour s'acheter des habits neufs afin de rentrer au pays. L'arrivée de la délégation algérienne était attendue hier en soirée.

Elias Melbouci

Mercredi 2 juin

<http://www.letempsdz.com//content/view/38966/170/>

Les preuves truquées d'Israël contre "Free Gaza" : des photos prises en 2006 et 2003 !

Les gouvernements de la terre entière mentent quand il s'agit de leurs intérêts, Israël n'en est pas une exception.

En effet, le gouvernement israélien, pour justifier ce qui est humainement injustifiable, a procédé hier à la publication de photos qu'il dit être des photos de « l'équipement militaire » transporté par la flottille d'aide internationale pour Gaza.

C'est le ministère des affaires étrangères qui a publié sur sa page Flickr ces « accablantes » photos qui, semble-t-il, incriminent le navire Marmara, victime de l'assaut sanglant.

Cependant, les fonctionnaires du service informatique du ministère ne semblent pas avoir suffisamment de compétence pour se rendre compte que Flickr enregistre tous les détails techniques concernant les photos qui sont téléchargées dessus, et offre aux utilisateurs la possibilité d'en consulter la fiche. Marque de l'appareil, date et heure exactes de prise, tout y figure.

De même si les photos ont été retouchées par un logiciel type Photoshop, on peut le vérifier et vérifier avec la date de la modification. C'est ce qu'on appelle les données EXIF[i].

Bref, rien ne passe sous la table. Malheureusement pour le gouvernement israélien, plusieurs des photos publiées sur la page citée ci-dessus, ont été prises il y a des années, quelques-unes en 2006, d'autres en 2003 ! C'est le cas de cette photo qui représente ce qui est supposé être des gilets pare-balles et dont la fiche EXIF montre qu'elle a été prise le 7 février 2006. De même pour celle-ci qui est supposée représenter des caméscopes et des jumelles sophistiquées, infra-rouges, peut-être même ultra-violets... Idem ici avec ce disque de coupe.

L'ironie remonte encore loin dans le temps puisqu'on trouve aussi des photos qui datent de 2003, comme ces deux photos montrant une hache et ce qui ressemble à des bombes lacrymogènes cachetées, ici et ici. Ainsi sont les preuves

« accablantes », des photos de matériel de bord qu'on trouve sur n'importe quel bateau y compris des bateaux de pêche, avec quelques autres photos tirées des « archives » pour épicer le tout, car peut-être que la flottille avait tenté de lever le blocus sur Gaza en 2003 et en 2006... en cachette ! Et dire que le Hamas attendait impatiemment quelques haches, quelques billes et quelques bombes lacrymogènes pour devenir plus fort ! Scandaleux les humanitaires, scandaleux !

[i] La plupart des appareils photo numériques enregistrent des fichiers JPEG (jpg) comportant des données EXIF (Exchangeable Image File).

L'appareil photo enregistre les paramètres de l'appareil et les informations d'exposition dans le fichier image. Parmi ces informations, on peut citer : la vitesse d'obturation, la date et l'heure, la distance focale, la compensation de l'exposition, les unités de mesure et si oui ou non un flash a été utilisé.

3 juin

b) Manifestations et réaction.

Israël

Un "gouvernement qui coule Israël au lieu de naviguer vers la paix"

Des milliers d'Israéliens, juifs et arabes, ont manifesté samedi soir à Tel-Aviv à l'appel d'organisations de gauche contre la poursuite de l'occupation des territoires palestiniens, à l'occasion du 43e anniversaire de leur conquête en 1967, selon un journaliste de l'AFP.

Plus de 7.000 manifestants ont défilé dans le centre de Tel-Aviv, dénonçant un "gouvernement qui coule Israël au lieu de naviguer vers la paix", en allusion à l'assaut meurtrier de la marine israélienne contre la flottille d'aide venue briser le blocus israélien de Gaza qui a fait neuf morts civils lundi.

Des incidents se sont produits avec un groupe de quelques dizaines de contre-manifestants d'extrême droite: une grenade fumigène a été lancée contre la manifestation de gauche et l'ex-député Uri Avnery a été violemment pris à partie à la fin de la manifestation.

Les orateurs ont appelé à cette occasion à lever le blocus de Gaza et à autoriser les bateaux d'aide internationaux à accoster dans l'enclave palestinienne.

Arborant des drapeaux israéliens et palestiniens, les manifestants ont scandé: "Israël, Palestine, deux Etats pour deux peuples" et "Nous aimons notre pays mais avons honte de son gouvernement".

La manifestation, autorisée par la police et 'protégée' par un important service d'ordre, était organisée par un collectif de mouvements anti-occupation de gauche et d'extrême-gauche, notamment le parti sioniste de gauche Meretz, la liste communiste Hadash et le mouvement anti-colonisation, la Paix Maintenant.

Sources : [Le Matin](#)

Pixies annule son concert en Israël

Le groupe de rock alternatif américain Pixies a annulé un concert prévu mercredi à Tel-Aviv, selon un communiqué des organisateurs israéliens publié aujourd'hui, qui ne donne pas de raison précise.

"C'est avec grand regret que nous annonçons aujourd'hui la décision des Pixies d'annuler leur venue en Israël le 9 juin", affirme un communiqué du promoteur israélien Shuki Weiss. "Nous voulons présenter nos excuses les plus sincères aux fans mais des événements en dehors de notre contrôle ont joué contre nous", ajoute le communiqué.

Cette annulation survient alors que le [raid meurtrier israélien contre une flottille humanitaire internationale](#), qui a fait neuf morts de nationalité turque lundi, a déclenché un concert de protestations contre Israël dans le monde entier.

Jeudi soir, deux groupes britanniques, Gorillaz et Klaxons, ont annulé au dernier moment un concert prévu hier à Tel-Aviv avec leurs compatriotes de Placebo qui eux se sont produits normalement.

Plusieurs mouvements pacifistes font les avocats d'un boycott universitaire et culturel d'Israël pour protester contre l'occupation des Territoires palestiniens. L'annulation récente la plus retentissante a été celle d'Elvis Costello, figure intellectuelle influente du rock britannique depuis les années 80, qui a renoncé à présenter son dernier album à la fin juin en Israël en invoquant dans un communiqué "l'intimidation et humiliation" des civils palestiniens.

AFP 06/06

Autriche

"Israël briseur de vie, Israël briseur de paix",

Entre 2.400 et 5.500 personnes, selon la police et les organisateurs, ont manifesté cette après-midi dans les rues de Strasbourg pour protester contre l'attaque lundi par Israël de la flottille en route vers Gaza, a constaté un journaliste de l'AFP.

A l'appel des trois principales associations musulmanes strasbourgeoises, les manifestants ont défilé sous un soleil estival derrière une banderole proclamant "Israël briseur de vie, Israël briseur de paix", en entonnant des slogans tels que "sionistes terroristes" ou "nous sommes tous des Palestiniens". Plusieurs drapeaux palestiniens ainsi que des pancartes proclamant "Israël sans foi ni loi", "Israël menace la paix mondiale" ou encore "des vies humaines contre des armes israéliennes" étaient visibles, de même que quelques drapeaux du Hamas.

Le cortège a ensuite rallié le Conseil de l'Europe où plusieurs responsables musulmans ont pris la parole, le président du conseil régional du culte musulman d'Alsace, Driss Ayachour, demandant au Conseil "de peser du poids de son autorité" pour obtenir la levée du blocus de Gaza ainsi qu'une commission d'enquête internationale sur les "violations" des droits de l'homme par Israël.

Une délégation a ensuite été reçue par le directeur de cabinet de Thorbjörn Jagland, secrétaire général de l'organisation paneuropéenne. Les organisateurs avaient mobilisé un service d'ordre de 300 personnes afin d'éviter des débordements similaires à ceux survenus lundi soir, lorsque des échauffourées entre manifestants et policiers avaient éclaté à l'issue d'une manifestation similaire. Cinq personnes avaient alors été interpellées.

AFP 04/06

Belgique

Flottille: les victimes flamandes appellent les syndicats à l'action.

"Pour pallier aux lacunes de notre gouvernement, nous, la population civile, pouvons entreprendre des actions créatives avec un message politique clair".

Les deux militantes flamandes qui ont participé à l'action Free Gaza - Inge Neefs et Griet Deknopper - appellent les syndicats à ne pas charger ou décharger des biens à destination ou en provenance d'Israël du 15 au 24 juin.

Les deux Belges ont également indiqué, lundi dans un communiqué, leur déception face à l'attitude du ministère des Affaires étrangères. "Le ministère belge des Affaires étrangères nous a profondément déçues pas son abstention lors du vote au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU sur la mise en place d'une mission d'enquête internationale sur l'intervention militaire israélienne contre la flottille humanitaire", expliquent-elles.

"Le gouvernement belge ne nous représente pas comme il le devrait et ne s'insurge pas suffisamment contre l'occupation illégitime des territoires palestiniens. Pour pallier aux lacunes de notre gouvernement, nous, la population civile, pouvons entreprendre des actions créatives avec un message politique clair", poursuit le texte.

C'est pourquoi, à l'image des syndicats suédois, les deux Flamandes appellent les syndicats à l'action et les invitent à ne pas charger ou décharger des biens à destination ou en provenance d'Israël du 15 au 24 juin. Les deux Flamandes qualifient encore l'intervention militaire israélienne de "pure piraterie" et regrettent n'avoir pu récupérer que leur portefeuille.

"Tous les appareils électroniques, comme les GSM, les appareils photos, les caméras, les ordinateurs, les clés USB, les cartes mémoires et les téléphones satellites, ne nous ont pas été restitués. Israël tente ainsi de cacher les preuves matérielles de son attaque terroriste et inhumaine", affirment-elles. VOC

07/06/2010

<http://www.lalibre.be/actu/international/article/587761/flottille-les-victimes-flamandes-appellent-les-syndicats-a-l-action.html>

Corée

"Shimon Pires, le meurtrier".

Des manifestants ont protesté jeudi à Séoul contre la visite du président israélien Shimon Peres venu rencontrer son homologue sud-coréen Lee Myung-Bak, dénonçant l'attaque contre la flottille pour Gaza.

Un groupe de protestataires, brandissant des drapeaux israéliens maculés de peinture rouge, symbole du sang versé durant l'attaque, ont manifesté devant l'ambassade israélienne, qualifiant Peres d'être un "meurtrier".

"Nous dénonçons l'accueil réservé par le gouvernement de Lee Myung-Bak à un président unanimement critiqué", a déclaré l'un des manifestants, Choi Hun-Kook, à côté d'une banderole dénonçant, "Shimon Pires, le meurtrier".

"Levez immédiatement le siège Gaza", pouvait-on lire sur une autre banderole.

Dans ce contexte, la prestigieuse Université coréenne de Séoul, qui comptait décerner un doctorat honoraire à Peres, mercredi, a de son côté annulé la cérémonie, a indiqué un responsable de l'université sous couvert d'anonymat.

La visite de Peres en Corée du Sud devait être suivie d'une visite au Vietnam qui a été reportée.

Une source diplomatique du pays communiste avait évoqué samedi une "situation complexe" depuis l'attaque contre la flottille pour Gaza pour expliquer ce report.

10/06/2010

<http://www.almanar.com.lb>

Les protestataires accueillent Peres aux cris de "Assassin !"

Des dizaines de militants pacifistes sud-coréens ont accueilli le président Shimon Peres aux cris de « Assassin ! » alors qu'il était en visite à Séoul jeudi 10 juin pour une rencontre avec son homologue sud-coréen à Séoul.

Quelques 50 manifestants ont encerclé l'ambassade israélienne, surveillés par quatre autobus de policiers antiémeute, pour protester contre le raid mortel de la marine israélienne contre la flottille humanitaire pour Gaza il y a deux semaines.

11-06-2010

(vidéo) http://www.youtube.com/watch?v=XIWF6YkuA48&feature=player_embedded

Par Haaretz

Égypte

Plus de 20.000 protestataires

Plus de 20.000 Égyptiens ont défilé ce soir pour protester contre le raid israélien contre une flottille humanitaire destinée à la bande de Gaza, qui a fait neuf morts le 31 mai.

Plus de 20.000 personnes ont manifesté à la sortie de la prière du vendredi devant la mosquée Ibrahim, dans le centre-ville d'Alexandrie (nord), selon un correspondant de l'AFP sur place.

Les manifestants ont scandé des slogans anti-israéliens, exigeant la levée du blocus imposé par l'Etat hébreu à la bande de

Gaza et réclamant que le terminal de Rafah reste en permanence ouvert.

L'ouverture de ce point de passage, le seul de la bande de Gaza non contrôlé par Israël et que l'Égypte maintenait généralement fermé, a été ordonnée mardi par le président Hosni Moubarak pour l'acheminement de l'aide humanitaire et le passage des malades.

Au Caire, près de 2.000 personnes se sont en outre rassemblées dans la mosquée d'Al-Azhar pour exiger la levée du blocus, a indiqué à l'AFP un responsable des services de sécurité.

AFP 04/06

Espagne

Silence du gouvernement espagnol sur sa complicité avec l'entité sioniste.

Des étudiants qui se solidarisent avec les gazaouites et les pacifistes de la flottille de la "Liberté" agressée par les forces pirates de la marine israélienne, ont fait échouer une réunion du comité commun entre l'Espagne et « Israël » à l'université de Madrid, le lundi 7/6.

«La délégation israélienne a été e de l'université sous protection de la police espagnole, suite à des protestations des étudiants qui étaient déterminés de faire échouer l'organisation de la réunion d'une mission militaire pour débattre la vente d'armes espagnoles à l'entité sioniste», a affirmé une source bien informée.

Les étudiants ont condamné l'assaut israélien criminel en exigeant de boycotter l'entité sioniste et d'expulser sa délégation de l'Espagne.

Les étudiants qui étaient en colère, ont critiqué fortement le silence du gouvernement espagnol et sa complicité avec l'entité sioniste qui commet des crimes contre l'humanité et le peuple palestinien.

Les protestataires ont salué la position du Hamas en répétant des slogans qui saluent la lutte et la patience du peuple palestinien face à l'occupation israélienne.

09/06/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=141239&language=fr>

France

Aucune sanction contre Israël.

Les porte-parole de Bernard Kouchner ont déclaré hier lors d'une rencontre au Quai d'Orsay que le gouvernement français ne compte pas prendre la moindre sanction contre Israël, quel que soit son comportement. Ils en ont aussi indiqué qu'il n'exige pas la liberté de circulation pour les ressortissants français et autres internationaux actuellement séquestrés en Israël, mais acceptaient leur expulsion.

Au cours de notre manifestation devant le Quai d'Orsay hier, une délégation d'EuroPalestine (représentée par Olivia Zémor) et de Droits Devant (représentée par Jean-Claude Amara), a été reçue au ministère des affaires étrangères par les conseillers du cabinet de Bernard Kouchner, chargés du dossier Proche-Orient, MM Fabrice Mauries et M. Alexandre Diebold.

Nous avons posé les questions suivantes :

- 1) Bernard Kouchner s'étant déclaré "très choqué" par l'agression israélienne, quelles sanctions compte-t-il prendre pour faire cesser les crimes israéliens ?
- 2) Est-ce que vous exigez la libre circulation pour les ressortissants Français actuellement séquestrés par Israël, et qui veulent pouvoir se rendre à Gaza avec le matériel qu'ils ont acheté, collecté et acheminé ?
- 3) Quelles mesures comptez-vous prendre pour empêcher que le bateau "Rachel Corrie" qui se dirige actuellement vers Gaza, ne soit pas attaqué par Israël, et pour faire respecter le droit international et la libre circulation dans les eaux internationales ?
- 4) Quelles mesures comptez-vous prendre pour imposer la levée du blocus de Gaza ?
- 5) Avez-vous l'intention de renvoyer l'ambassadeur d'Israël après ce nouveau carnage et ces nouvelles violations du droit international par l'Etat qu'il représente ? Comptez-vous, comme l'ont fait plusieurs pays, rappeler l'ambassadeur de France en Israël ?

Voici le résumé des réponses qui nous ont été faites :

La France ne prendra aucune sanction contre Israël. Nous sommes des amis d'Israël. Et ce n'est pas la politique de la France. Nous voulons favoriser le processus de paix par le dialogue.

La France n'exige pas la liberté de circulation pour ses ressortissants en Israël et en Palestine. Elle demande leur libération et accepte que ce soit sous la forme d'expulsions

La France ne soutiendra pas le "Rachel Corrie" et lui déconseille de naviguer en direction de Gaza. La France déconseille d'ailleurs tout voyage en direction de Gaza.

A propos du blocus de Gaza : "le blocus n'ayant pas réussi à affaiblir le Hamas, ni à faire libérer Gilad Shalit, et ayant un impact humanitaire sérieux, la France demande le passage sans entrave des marchandises et des personnes, mais s'oppose au trafic illicite d'armes". La France ne compte prendre aucune mesure pour obtenir la levée du blocus. Elle se contente de la demander

Il n'y aura aucune mesure contre les diplomates israéliens et pas de rappel de l'ambassadeur de France en Israël. Nous avons convoqué l'ambassadeur d'Israël qui nous a donné ses explications.

Est-il utile de faire le moindre commentaire après de telles réponses, qui montrent que ce gouvernement n'a aucun respect pour le droit international et qu'il continuera à encourager les crimes israéliens ?

Seule une mobilisation populaire plus importante pourra changer la donne.

CAPJPO-EuroPalestine

4 juin 2010

Grèce :

Des activistes s'emparent d'une compagnie israélienne à Athènes en protestation contre les crimes israéliens.

Les activistes se sont emparés du siège d'une compagnie gouvernementale israélienne à Athènes, en signe de protestation contre l'agression des forces israéliennes contre la flottille de la liberté la semaine dernière dans les eaux internationales. D'après la chaîne satellitaire /Al-Jazeera/ les activistes, qui observent un sit-in auprès du siège d'une compagnie israélienne pour la production des instruments d'irrigation dans la capitale grecque, Athènes, réclament l'inculpation des forces de l'armée israélienne pour leur piraterie contre les navires de la flottille de la liberté.

Dans un communiqué rapporté par la même chaîne, les activistes demandent la restitution de tous les navires et des matières confisquées par les forces maritimes israéliennes lors de l'agression, affirmant que les forces d'occupation israéliennes s'efforcent à réprimer le peuple palestinien et sa résistance et à intimider le mouvement de solidarité internationale et l'initiative de la levée du blocus imposé à la bande de Gaza.

Les activistes ont arboré des pancartes de solidarité avec le peuple palestinien et Gaza tout en criant des slogans dénonçant le mutisme des gouvernements du monde à l'égard de la piraterie israélienne contre la flottille de la liberté qui transportait de l'assistance humanitaires à la population assiégée de Gaza.

Citant l'un des activistes grecs, Al-Jazeera a souligné que l'objectif de ce sit-in est aussi d'inciter le peuple grec à boycotter tout ce qui a rapport avec Israël et d'expulser toutes les compagnies et les entreprises en Grèce qui ont des liens avec Israël, puisque, selon l'activiste, le boycottage est l'un des moyens les plus importants du soutien au peuple palestinien.

Parallèlement, l'union des syndicats des ouvriers des ports en Grèce examine la possibilité de boycotter les navires israéliens ou ceux enregistrés en Israël.

N.S. / L.A.

05 Juin 2010

<http://www.sana.sy/fra/55/2010/06/05/291626.htm>

6 militants français portent plainte

L'avocate des Français qui étaient à bord de la flottille abordée par Israël au large de Gaza a annoncé avoir déposé des plaintes en France, notamment pour "enlèvement" et "séquestration".

Trois employés français de CBSP sont arrivés jeudi à l'Aéroport de Roissy. Ils faisaient partie des neuf Français retenus par des autorités israéliennes. (SIPA)

L'avocate du Comité de bienfaisance et de secours aux Palestiniens (CBSP), dont sont membres les Français qui étaient à bord de la flottille arraisonnée par Israël au large de Gaza, a annoncé avoir déposé des plaintes en France, notamment pour "**enlèvement**" et "**séquestration**", vendredi 4 juin.

"Crime de guerre"

Six militants français pro-palestiniens, qui étaient sur les bateaux arraisonnés lundi par la marine israélienne au large de Gaza, avaient fustigé, jeudi à leur arrivée à Paris, l'assaut des commandos israéliens "extrêmement **violent et disproportionné**".

Parmi ces six Français, cinq sont membres du CBSP et un de la Campagne civile internationale pour la protection du peuple palestinien (CCIPPP).

Me Glock a demandé que l'on poursuive ceux qui ont donné l'ordre de mener l'opération et ceux qui ont exécuté les ordres parce que les ordres sont illégaux. "Attaquer un convoi humanitaire en haute mer est un **crime de guerre**. Il appartient à la justice française d'enquêter ou à la France de saisir la Cour pénale internationale" (CPI) de La Haye, a-t-elle insisté.

Et de rappeler que la qualification de "crime de guerre" n'était "pas reconnue en droit français".

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20100604.OBS5012/flotille-6-militants-francais-portent-plainte.html>

Italie

"Libérons Gaza" "Israël doit être chassée des Nations unies",

Environ 2.500 personnes ont manifesté aujourd'hui dans le centre de Rome pour protester contre l'attaque par Israël de la flottille humanitaire destinée à la bande de Gaza.

Brandissant des pancartes "libérons Gaza" et "Israël doit être chassée des Nations unies", la foule qui tenait également des drapeaux palestiniens, s'est rassemblée sur la Piazza del Popolo, l'une des plus grandes places de la capitale italienne. Dans la manifestation, des enfants portaient des keffieh, tandis que d'autres avaient le visage peint aux couleurs du drapeau palestinien. Mardi, une autre manifestation devant l'ambassade d'Israël à Rome avait rassemblé 150 personnes aux cris de "Boycottons Israël" et "Libérez la Palestine!"

AFP 04/06

"La Palestine appartient aux Palestiniens et Israël doit en sortir".

Une semaine après l'assaut de la marine israélienne contre la flottille d'aide humanitaire, à destination de Gaza, les manifestations se poursuivent, toujours, dans différentes villes d'Italie, manière de condamner ce crime et de demander la levée immédiate du blocus imposé à Gaza.

A Rome, la capitale, des centaines de personnes sont descendues dans les rues du centre-ville. Pour exprimer leur indignation vis-à-vis du régime usurpateur et criminel sioniste, ils scandaient des slogans comme "Nous sommes tous des Gazaouis", et "Il faut mettre fin aux crimes israéliens" et surtout, "La Palestine appartient aux Palestiniens et Israël doit en sortir".

IRIB

07 Juin

Liban

« Non au blocus contre Gaza »,

Manifestation organisée, le dimanche 6/6, devant l'ambassade américaine, à Beyrouth, pour condamner l'attaque sioniste contre la flottille humanitaire "Liberté" et demander la levée du sévère blocus imposé injustement contre la Bande de Gaza. Les manifestants qui portaient des drapeaux palestiniens, libanais et turcs, ont répété des slogans qui appellent à la fin du blocus et condamnent les positions américaines et les attaques sauvages sionistes, en se rassemblant près de l'ambassade américaine, à Oker, au nord de la capitale Libanaise, Beyrouth.

Les participants dans cette marche ont porté également des drapeaux sionistes souillés de sang pour rappeler le massacre sioniste exécuté, le 31 mai dernier, par des unités de commandos de la marine de l'occupation israélienne contre la flottille "Liberté" qui portait des aides humanitaires aux habitants de la Bande de Gaza, en tuant et blessant des dizaines de solidaires pacifistes internationaux.

Les manifestants ont brûlé des drapeaux sionistes, alors que d'autres portait des photos de l'activiste pacifiste américaine, Rachel Corrie, qui a été assassinée avec sang froid par un bulldozer israélien lorsqu'elle voulait l'empêcher de détruire une maison palestinienne.

06-06

CPI

« Non au blocus contre Gaza »,

Des centaines de manifestants se sont massés hier près de l'ambassade des États-Unis à Awkar pour réclamer la fin du blocus imposé par Israël à la bande de Gaza.

« Non au blocus contre Gaza », « Palestine libre », « Non à une ambassade américaine au Liban », scandaient les manifestants portant des drapeaux libanais, palestiniens et turcs sous haute surveillance de l'armée libanaise.

Deux drapeaux israéliens et une étoile de David en bois ont été brûlés par des manifestants, alors que d'autres affichaient une pancarte sur laquelle était dessiné le visage de Rachel Corrie, la militante américaine écrasée par un bulldozer israélien en 2003 alors qu'elle protestait contre la destruction de maisons palestiniennes. Son nom a été donné au cargo humanitaire irlandais arraisonné par Israël samedi.

Quelques militants ont enlevé la première ligne de barbelés qui les séparaient des soldats, avant que ces derniers ne leur intimement l'ordre de s'en éloigner.

Traversée Beyrouth-Gaza

Entre-temps, deux ONG propalestiniennes ont lancé à partir de Beyrouth un appel de fonds en vue d'acheter un bateau qui devrait se diriger de la capitale libanaise vers la bande de Gaza la semaine prochaine, avec à son bord de l'aide et des dizaines de journalistes arabes et étrangers.

« Le Mouvement libre Palestine et Reporters sans chaînes ont annoncé qu'un bateau partira de Beyrouth à la fin de la semaine prochaine avec à son bord 50 journalistes et 25 militants européens, dont certains députés », a annoncé Thaër Ghandour, de Reporters sans chaînes, lors d'une conférence de presse. Le bateau transportera également de l'aide, des médicaments et du matériel scolaire « pour les enfants assiégés de Gaza ».

« Nous lançons un appel à tous les personnes libres de ce monde pour qu'elles contribuent au fonds pour l'achat d'un bateau », a ajouté M. Ghandour.

Les organisateurs ont précisé qu'ils étaient en contact avec des journalistes arabes et européens pour « assurer une plus large participation », sans plus de détails. Ils ont également laissé aux journalistes un numéro qu'ils peuvent joindre s'ils veulent faire partie du groupe. Il s'agit du 71/699778.

Rappelons que le secrétaire général du Hezbollah avait appelé vendredi au lancement d'une deuxième édition de la « flottille de la liberté ».

Par ailleurs, le Premier ministre Saad Hariri s'est rendu au cours du week-end auprès du président de la Chambre Nabih Berry à Aïn el-Tiné pour discuter des derniers développements dans la région, notamment de l'attaque israélienne contre la flottille de la paix.

À ce sujet, le commandant en chef de l'armée, le général Jean Kahwagi, est entré en contact avec Hani Sleiman qui était à bord de la flottille pour le féliciter pour son courage. Un militant libanais qui était également à bord devrait rentrer aujourd'hui d'Istanbul.

Enfin, il convient de noter que l'armée israélienne a lancé hier cinq ballons calorifiques au-dessus du Liban-Sud. Les projectiles sont tombés à Houla. Les FSI en ont récupéré deux. Une enquête a été ouverte.

07/06/2010

<http://www.lorientlejour.com/category/Liban/article/660069/Manifestation contre le blocus de Gaza devant l'ambassade de US.html>

Nicaragua

Flottille = Suspension des relations diplomatiques avec Israël.

Pour protester contre l'incident de la "Flottille de la liberté", le Nicaragua a suspendu mardi ses relations diplomatiques avec Israël, rapportent les médias latino-américains, se référant à la porte-parole du gouvernement nicaraguayen Rosario Murillo. "A partir d'aujourd'hui (mardi, ndlr) le Nicaragua suspend les relations diplomatiques avec le gouvernement israélien et confirme son soutien indéfectible au peuple palestinien qui cherche à obtenir le droit de vivre dans la paix et la sécurité sur son propre territoire", a déclaré le gouvernement.

Le président nicaraguayen, Daniel Ortega, a pour sa part, exprimé ses condoléances aux familles des victimes et exhorté à lever le "blocus inhumain" de la bande de Gaza".

Selon Managua, ce qui est arrivé à la flottille ne peut être qualifié que d'"attaque criminelle" et de "violation par Israël de la loi et du droit humanitaire international".

Les commandos israéliens ont pris d'assaut lundi la "Flottille de la liberté" qui transportait des milliers de tonnes de cargaisons humanitaires vers Gaza. Six navires avaient à bord au moins 600 défenseurs des droits de l'homme, dans leur majorité des Turcs. Il y avait aussi là des représentants de plusieurs pays occidentaux. Selon les médias internationaux, l'attaque israélienne a fait 19 morts. Israël n'a confirmé que 9 morts.

Les dirigeants de nombreux pays latino-américains, dont l'Argentine, le Brésil, le Bolivie, Cuba, l'Uruguay et le Venezuela avaient déjà également condamné les actions de Tel Aviv.

2 juin –

RIA Novosti

Russie

Levée du blocus de Gaza.

Dans la foulée des protestations mondiales contre l'attaque criminelle de la marine israélienne contre la "flottille de la liberté", une manifestation a été organisée, devant l'ambassade du régime sioniste, à Moscou. Selon la chaîne de télévision Russia Al-Yaum, les participants à la manifestation, devant l'ambassade du régime sioniste, à Moscou, scandaient des slogans condamnant l'assaut israélien contre le convoi d'aide humanitaire qui se dirigeait, le 31 mai, vers Gaza, dans les eaux internationales. Ils demandaient, surtout, la levée du blocus de Gaza. Des représentants de différents groupes politiques russes et ceux, également, d'associations arabes basées à Moscou, figuraient, dans les rangs des manifestants.

<http://french.irib.ir/index.php/info/international/item/96203-moscou-theatre-de-manifestations-anti-sionistes>

Suède

Flottille: "Nous demandons la justice",

Plus d'un millier de personnes ont manifesté vendredi à Stockholm pour dénoncer le raid meurtrier de l'armée israélienne contre la flottille pour Gaza, aux cris de "Boycottez Israël" ou "Vive la flottille", a constaté un journaliste de l'AFP.

Vers 18H20 de "1.000 à 1.500" personnes, selon la police, étaient rassemblées sur une place du centre de Stockholm, le cortège devant se diriger plus tard vers l'ambassade israélienne.

"Nous demandons la justice", "Israël assassin ou encore "Laissez passer le Rachel Corrie", un bateau irlandais en route vers la bande de Gaza, proclamaient pancartes et banderoles.

Parmi les manifestants, se trouvaient des rescapés de la flottille pro-palestinienne, attaquée lundi par des commandos de l'armée israélienne au cours d'un abordage qui a fait 9 morts.

Lundi soir, plusieurs milliers de personnes, dont 6.000 à Stockholm, avaient manifesté contre le raid israélien, dans les pays scandinaves vivent une importante communauté d'origine arabe, palestinienne notamment.

04/06/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=140654&language=fr>

Suède

Les dockers suédois vont démarrer un blocus des navires israéliens.

En raison de l'attaque contre la flottille humanitaire, le syndicat des ouvriers dockers suédois va démarrer un blocus des navires israéliens à partir du 15 juin.

Monsieur B. Borg, président du syndicat a déclaré : "Nous voulons que les responsables soient traduits en justice, le blocus de Gaza doit être levé."

On ne sait pas combien de navires seront affectés, mais selon le syndicat cela concerne surtout les fruits en provenance

d'Israël et les produits industriels exportés depuis la Suède.

A la télé, M. Björn Borg a dit qu'ils vont soulever la question avec l'Union internationale des ouvriers portuaires et demander la mise en place d'un blocus international

Les dockers français pourraient les imiter.

Qui peut leur transmettre l'info ?

Source : [Fackförbund i blockad mot Israel](#)

[GP infos Gaza - 504 & 504 bis -](#)

Sénégal

"Non à l'impunité d'Israël".

Plusieurs organisations de femmes ont dénoncé, lundi, au cours d'un rassemblement, à Dakar, le raid israélien contre la "flottille de la liberté", à destination de Gaza. "Libérez Gaza!" "Israël, assassin!", ont scandé une cinquantaine de femmes rassemblées devant le bâtiment du ministère des Affaires étrangères, dans le centre de Dakar, près de l'ambassade d'Israël. Presque toutes habillées en blanc, les manifestantes brandissaient des écriteaux et des banderoles sur lesquelles on pouvait lire: "Pour un règlement définitif de la question palestinienne" ou encore "Non à l'impunité d'Israël". La manifestation, à laquelle ont pris part quelques députées et intellectuelles, était organisée par 17 organisations, dont l'Association des femmes de l'Afrique de l'Ouest (Afao), l'Association des femmes juristes sénégalaises et le Conseil sénégalais des femmes (Cosef). A la fin de la manifestation, les femmes ont lu une déclaration demandant "aux Nations unies de prendre des sanctions sévères, pour la levée immédiate du blocus de Gaza".

IRIB –

Turquie

04-06

M. Erdogan s'en est pris à Israël, après le raid lundi de commandos israéliens sur l'expédition maritime d'aide à Gaza, au cours de laquelle neuf Turcs ont été tués.

Il a critiqué les puissances occidentales qui refusent selon lui de donner une chance au Hamas de s'engager dans un processus démocratique.

Le gouvernement israélien est "hypocrite", "paranoïaque" et "il ment", a-t-il lancé.

La Turquie a déjà déclaré plusieurs fois qu'il est impossible de parvenir à la paix au Proche Orient en excluant le Hamas. Elle a aussi demandé au Hamas, qui a appelé à la destruction d'Israël, de renoncer à la violence et de s'engager sur une voie politique pacifique. (belga)

04/06/10 20h26

<http://www.7sur7.be/7s7/fr/1735/Israel-Palestine/article/detail/1114422/2010/06/04/Le-Hamas-n-est-pas-un-groupe-terroriste.dhtml>

c) Enquête

Le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU ordonne une enquête sur l'attaque d'Israël contre la flottille de bénévoles

Le 2 juin le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU a adopté une résolution condamnant « dans les termes les plus vifs possibles l'attaque inacceptable lancée par les forces israéliennes contre la flottille d'aide humanitaire » et a appelé le Conseil à envoyer une mission internationale indépendante pour enquêter sur les violations du droit international résultant de l'action d'Israël.

La résolution appelle également Israël à « lever immédiatement le blocus de Gaza occupée et les autres territoires occupés ». La résolution intitulée « Les graves attaques des forces israéliennes contre le convoi maritime d'aide humanitaire » (UN Doc. A/HRC/14/L.1) a été adoptée par 32 voix pour, 3 contre et 9 abstentions (*voir détails des votes ci-dessous*).

Les États-Unis ont voté contre la résolution réclamant que le Conseil aurait dû attendre que les faits aient été « découverts et compris ».

L'écrasante majorité des 47 États qui sont membres du Conseil ainsi que les observateurs se sont prononcés en faveur de la résolution condamnant l'action d'Israël au cours de la réunion d'urgence qui a duré deux jours, à compter du mardi soir.

Lors de l'ouverture de la session du Conseil, la haute commissaire aux droits de l'homme a condamné les attaques en disant qu'elle était « choquée » par les actes d'Israël et son adjoint a réitéré ce sentiment lors de son allocution à l'ouverture de la séance spéciale.

L'ambassadeur israélien a ouvert la réunion en disant « regretter la perte de vies » causée par l'action de son gouvernement mais a ensuite passé presque dix minutes à faire valoir que si le Conseil prenait des mesures à ce sujet, cela nuirait au processus de paix. Il a dit qu'il fallait davantage d'information sur la situation.

Prenant ensuite la parole, le délégué palestinien a déclaré que l'action d'Israël et sa défense de ces actions démontrent qu'il « se croît au-dessus des lois ». Il a également souligné que « l'aide humanitaire doit parvenir immédiatement à la bande de Gaza ». L'ambassadeur palestinien n'était pas à Genève pour la réunion.

L'ambassadeur de la Turquie a qualifié les actions israéliennes de « inacceptables » et a rappelé les condamnations émises par plusieurs États, le Conseil de sécurité, le secrétaire général et le haut commissariat aux droits de l'homme.

Au total, soixante-douze États, deux organisations intergouvernementales, l'Institut national palestinien pour les droits de l'homme et douze organisations non gouvernementales sont intervenus.

La réunion avait été convoquée par le Pakistan au nom de l'Organisation de la Conférence islamique, le Soudan au nom des États arabes et la Palestine, qui ont également rédigé la résolution qui a été ensuite débattue.

Le Conseil des droits de l'Homme a adopté la résolution quelques heures après que le Conseil de sécurité de l'ONU eut refusé d'examiner une résolution et plutôt convenu d'une déclaration présidentielle dans laquelle il déclare qu'il « regrette profondément les pertes de vies et les blessures résultant de l'utilisation de la force pendant l'opération militaire israélienne dans les eaux internationales contre le convoi navigant vers Gaza ». Le Conseil de sécurité a expressément rejeté une proposition par les pays arabes demandant une enquête impartiale, semblable à celle demandée par le Conseil des droits de l'Homme.

Le Conseil des droits de l'Homme devra maintenant se prononcer sur la composition exacte de la mission internationale indépendante et nommer ses membres.

À titre d'information

Les résultats du vote du 2 juin au Conseil des droits de l'Homme :

Ont voté pour (32) : Afrique du Sud, Angola, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Chili, Chine, Cuba, Djibouti, Égypte, Gabon, Ghana, Inde, Indonésie, Jordanie, Kirghizistan, Maurice, Mexique, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Pakistan, Philippines, Qatar, Fédération de Russie, l'Arabie saoudite, Sénégal, Slovaquie, Ukraine et Uruguay.

Contre (3) : Italie, Pays-Bas et les États-Unis d'Amérique.

Abstentions (9) : Belgique, Burkina Faso, France, Hongrie, Japon, République de Corée, Slovaquie, Ukraine et Royaume-Uni.

Les membres de l'Assemblée générale élisent les membres qui occupent les quarante-sept sièges du Conseil des droits de l'Homme. La durée de chaque mandat est de trois ans et aucun membre ne peut occuper un siège pendant plus de deux mandats consécutifs. Les sièges sont répartis entre les groupes régionaux des Nations unies comme suit : 13 pour l'Afrique, 13 pour l'Asie, six pour l'Europe orientale, huit pour l'Amérique latine et les Caraïbes et sept pour l'Europe occidentale et autres États.

(Ma'an News, ONU)

<http://www.cpcml.ca/francais/Lmlq2010/Q40099.htm#4>

Charlotte BOITIAUX : Qui pour mener l'enquête sur l'assaut israélien contre la "flottille de la paix" ?

Les neuf militants ont tous été tués par balle

Les corps des neuf militants tués lors de l'assaut israélien contre la flottille d'aide internationale ont été transférés à l'institut médico-légal d'Istanbul. Selon les médecins légistes, ils ont tous été tués par balle dont l'un à bout portant. Il s'agit de huit Turcs et d'un Américain d'origine turque.

Après l'assaut meurtrier mené par Tsahal contre la "flottille de la paix" lundi, la communauté internationale presse l'ONU de mener une enquête sur les circonstances du drame.

Au grand dam d'Israël qui se dit capable de mener seul les investigations.

Israël a refusé que les Nations unies se chargent de l'enquête sur l'assaut de Tsahal qui a coûté la vie à huit militants pacifistes turcs et un Américain.

Le chef de la diplomatie israélienne, Avigdor Lieberman, a déclaré que l'État hébreu "est capable de mener une enquête crédible sans l'ONU". Des propos qui laissent sceptique la communauté internationale mais pas les États-Unis, qui apportent leur soutien au pays.

Pour Azadeh Kian-Thiebault, spécialiste du Moyen-Orient au CNRS, le comportement de l'État hébreu est "suicidaire".

"Israël est en train de s'isoler par rapport au monde arabe et surtout par rapport à la Turquie." En menant cette enquête seul, Tel-Aviv "souhaite évidemment appuyer sa version des faits pour ne pas perdre la face, souligne la spécialiste. Mais cette position est gravissime pour ses relations internationales." Pourtant Israël ne cède pas. Une tactique destinée, selon Azadeh Kian-Thiebault, à "souder la population autour du gouvernement, créer une solidarité nationale qui justifierait l'isolement". Pour calmer le jeu, Israël a toutefois proposé la participation d'observateurs étrangers au processus. De leur côté, les États-Unis se sont inquiétés de ce que l'État hébreu ne puisse être en charge d'une enquête "qui devra satisfaire aux critères internationaux". Un député américain démocrate, Denis Kucinich, a cependant appelé, vendredi, le président américain, Barack Obama, à demander une enquête indépendante "qui ne soit pas menée par le pays dont la conduite est remise en cause".

Les pays arabes en colère

Mardi, la Ligue arabe et l'Organisation de la conférence islamique (OCI) ont convoqué le Conseil des droits de l'Homme en session extraordinaire pour réclamer la mise en place d'une commission d'enquête internationale. Lors du vote, Israël a rejeté la résolution votée par 32 des 47 membres du Conseil. "Il est tout à fait normal que les pays arabes soient irrités par la

position israélienne", explique Azadeh Kian-Thiebault. Car au-delà du problème gazaoui, c'est tout le processus de paix au Moyen-Orient qui est menacé. " Les États arabes ont l'impression d'être exclus des grands lignes politiques, d'être méprisés. Confier l'enquête à Israël reviendrait à justifier à leurs yeux l'impunité du pays".

Entre les deux camps se trouve le Quartet (ONU, Union européenne, États-Unis et Russie) et plus précisément l'Union européenne qui peine à trouver un consensus.

Pour la spécialiste, l'Europe est dans une position très délicate. La France et le Royaume-Uni se sont d'ailleurs abstenus lors du vote du Conseil des droits de l'Homme. "Les pays du Vieux Continent sont les bailleurs de fonds des Palestiniens. Ils sont obligés de regarder de loin cette affaire sans prendre de réelles positions pour ne contrarier ni leurs partenaires arabes ni leur allié israélien", explique-t-elle.

Mardi matin, les 15 pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU sont pourtant parvenus à s'entendre sur un texte commun. La résolution adoptée à l'unanimité recommande une enquête rapide, impartiale, crédible et transparente, mais sans désigner le pays ou l'organisation qui sera responsable des investigations.

[Charlotte BOITIAUX](#)

05/06

<http://www.france24.com/fr/20100604-israel-gaza-flottille-humanitaire-enquete-raid-assaut-blocus-navires-bateaux-morts-onu>

Ouverture d'une enquête pénale à Istanbul contre les pirates israéliens.

A l'issue des obsèques nationales des victimes, le parquet d'Istanbul-Bakırköy a ouvert une enquête sur les actes de piraterie commis en Méditerranée le 31 mai 2010.

Le procureur Mehmet Taştan a fait procéder à l'autopsie des neuf corps rendus par Israël. Il apparaît que presque tous ont été abattus de nombreuses balles tirées à bout portant.

Il a également fait procéder à l'audition des témoins et victimes (sauf celles placées en soins hospitaliers intensifs).

Selon des sources proches de l'enquête, le procureur se dirigerait vers l'inculpation des chefs pirates Benjamin Netanyahu (Premier ministre d'Israël), le général Ehud Barak (ministre de la Défense) et le général Gabi Ashkenasi (chef d'état-major interarmes). Ils seraient poursuivis pour piraterie, coups et blessures, meurtres, enlèvement et séquestration arbitraire. Le procureur devrait limiter ses conclusions aux seuls crimes commis à l'encontre de ressortissants turcs sur les deux bâtiments battant pavillon turc.

Le procureur pourrait aussi prononcer des inculpations pour crimes contre l'humanité au regard de l'article 77 du Code pénal turc.

Le ministère de la Justice a mis en place un groupe de travail pour examiner toutes les implications de cette affaire en droit national et international.

Dans le cas où une juridiction turque condamnerait par contumace des ressortissants israéliens et que l'Etat d'Israël entraverait l'exécution de la sentence, les plaignants pourraient se désister de leurs droits au profit de l'Etat turc. Celui-ci saisirait alors les Nations Unies.

La Commission de la Justice du Parlement turc a d'ores et déjà saisi ses homologues du Parlement de l'Union européenne et de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Par ailleurs, le décès de Furkan Doğan, un double national turc-états-unien de 19 ans, plonge le département d'Etat des Etats-Unis dans l'embarras. Alors que l'administration Obama s'est jusqu'à présent opposée à une commission d'enquête du Conseil de sécurité et a affirmé sa confiance dans la Justice israélienne pour conduire une enquête nationale « prompte, impartiale, crédible et transparente, dans le respect des normes internationales », elle pourra difficilement empêcher l'ouverture d'un procès pénal par une juridiction états-unienne.

<http://www.voltairenet.org/article165697.html>

Israël refuse l'enquête internationale. !!!

Le gouvernement israélien a déclaré jeudi qu'il s'oppose à toute enquête internationale sur l'attaque violente et meurtrière contre la *Flottille de la liberté* qui se dirigeait vers la bande de Gaza, entraînant la mort de neuf militants et faisant des dizaines de blessés.

Les responsables israéliens ont fait valoir que l'armée a commencé une enquête interne crédible.

Le ministre israélien des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, a déclaré qu'Israël n'acceptera aucune enquête internationale et ne va pas à cet égard coopérer et a ajouté que la plupart des ministres israéliens se sont opposés à une enquête et croient qu'une commission d'enquête interne est suffisante.

Le quotidien israélien *Yedioth Aharonoth* a indiqué que Lieberman a proposé de former un comité dirigé par un ancien juge israélien de la Haute Cour et a également indiqué qu'Israël pourrait accepter la présence d'observateurs internationaux.

Mark Regev, porte-parole du gouvernement israélien, a affirmé qu'Israël mène toujours une enquête interne après une attaque qui conduit à des pertes et dit que ces enquêtes sont effectuées en conformité avec les normes israéliennes.

Après avoir mené sa guerre contre Gaza (du 28 décembre 2008 au 18 janvier 2009), Israël a refusé de coopérer avec une commission d'enquête internationale dirigée par le juge Richard Goldstone et a déclaré qu'il mènerait sa propre enquête.

L'enquête d'Israël a justifié son impunité et conclu que l'armée n'a pas violé le droit international et a agi conformément aux codes de conduite établis.

Pendant la guerre de Gaza, les Forces d'occupation israéliennes ont tué 1 419 Palestiniens, la plupart d'entre eux des civils, des femmes, des personnes âgées, enfants et bébés, et ont bombardé les maisons, les écoles, les installations de l'ONU, les hôpitaux et les établissements d'enseignement.

(International Middle East Media Center)

<http://www.cpcml.ca/francais/Lmlq2010/Q40099.htm#4>

Chantage israélien: un allègement du blocus contre une enquête interne (1)

"Israël" s'est dit prêt à accepter un allègement de son blocus contre la bande de Gaza en échange de l'acceptation par la communauté internationale d'une commission d'enquête interne sur le raid sanglant ayant visé la flottille d'aide pour Gaza, c'est ce qu'a rapporté, ce mercredi, le Daily Telegraph. Selon le quotidien britannique, la Grande-Bretagne a fait circuler la semaine dernière un document proposant d'alléger le blocus. Le quotidien cite une source occidentale ayant requis l'anonymat et proche des négociations avec "Israël" affirmant : " Un accord donnant-donnant est en perspective".

Entre-temps, le cabinet restreint israélien, pressé par la communauté internationale, s'est réuni mercredi matin pour discuter de la constitution d'une commission d'enquête sur le récent raid contre la flottille et d'un allègement du blocus contre Gaza.

Selon les radios israéliennes, les sept ministres de cette instance devraient présenter leurs conclusions dans la journée à l'administration américaine, qui a réclamé "une participation internationale à l'enquête sur l'assaut du 31 mai". Le chef de l'ONU Ban Ki-moon a, lui aussi, réclamé une "participation internationale crédible" à l'enquête israélienne.

Selon les médias israéliens, Netanyahu cherche à éviter une commission d'enquête internationale et son gouvernement a opté pour une commission juridique d'enquête comportant des juristes israéliens ainsi qu'au moins deux experts étrangers, dont un Américain.

De mêmes sources, Netanyahu, le ministre de la guerre Ehud Barak, et le chef d'état-major, le général Gaby Ashkenazi, pourraient répondre eux-mêmes aux enquêteurs. Barak a formellement exclu que cette commission puisse interroger les commandos de la marine impliqués dans le raid.

Concernant le blocus, le Daily Telegraph affirme qu'il a été demandé à "Israël" de faciliter l'accès à Gaza aux points de passage et d'autoriser les Nations unies à convoier du matériel pour la reconstruction de 60.000 habitations détruites pendant la guerre israélienne contre Gaza fin 2008-début 2009.

09/06/2010

<http://www.almanar.com.lb>

Israël prêt à un allègement du blocus contre accord sur sa commission d'enquête (2)

Selon le quotidien britannique, la Grande-Bretagne a fait circuler la semaine dernière un document proposant d'alléger le blocus.

Israël est prêt à accepter un allègement du blocus maritime sur la bande de Gaza en échange de l'acceptation par la communauté internationale d'une commission d'enquête interne sur le raid sanglant contre une flottille d'aide pour Gaza, rapporte mercredi le Daily Telegraph.

Selon le quotidien britannique, la Grande-Bretagne a fait circuler la semaine dernière un document proposant d'alléger le blocus.

Le quotidien cite une source occidentale ayant requis l'anonymat et proche des négociations avec Israël affirmant : " Un accord donnant-donnant est en perspective".

Mardi, l'Etat hébreu a annoncé la création d'une commission d'enquête civile après son raid meurtrier, dont le mandat sera limité aux aspects juridiques du blocus et de l'opération en mer, mais sans parvenir à calmer les appels à une enquête indépendante à dimension internationale.

Le chef de l'ONU Ban Ki-moon a réclamé une "participation internationale crédible" à l'enquête israélienne tandis que les Etats-Unis ont jugé qu'une telle participation serait "essentielle" pour apaiser la crise.

Concernant le blocus, le Daily Telegraph affirme qu'il a été demandé à Israël de faciliter l'accès à Gaza aux points de passage et d'autoriser les Nations unies à convoier du matériel pour la reconstruction de 60.000 habitations détruites pendant l'offensive israélienne à Gaza fin 2008-début 2009.

"Israël pourrait être flexible concernant les produits à destination des civils", a indiqué un responsable israélien ayant requis l'anonymat, cité par le quotidien.

Selon le journal, les responsables israéliens nient toutefois tout lien entre leur volonté de coopérer et la question de l'enquête sur le raid au cours duquel neuf Turcs ont été tués.

La Turquie réclame également la constitution d'une commission d'enquête indépendante sous l'égide de l'ONU. Seule la mise en place d'un tel mécanisme peut améliorer les rapports bilatéraux, a averti Ankara.

AFP

d) Demande d'action .

Le Hamas appelle les Etats du monde à boycotter Israël et à briser le siège de Gaza

Khaled Mechaal, dirigeant du Hamas [mouvement de la résistance palestinienne] a appelé tous les États à couper les liens diplomatiques avec Israël et a exhorté Moscou et Washington à mettre fin au blocus de Gaza, après que neuf personnes aient été assassinées quand Israël a attaqué les navires d'aide humanitaire destinés à Gaza.

Khaled Mechaal, dirigeant du Hamas, mouvement de la résistance palestinienne

Israël a attaqué lundi six navires en route pour le territoire palestinienne, et placés en détention ou déporté des centaines de militants qui étaient à bord. L'attaque a soulevé une indignation internationale, en particulier en Turquie, d'où sont originaires une partie des tués.

« Nous appelons toutes les nations arabes et islamiques, et tous ceux qui ont des relations avec Israël, à couper toutes leurs liens et contacts dans toutes les domaines et à tous les niveaux avec l'entité sioniste », a déclaré M. Mechaal, s'exprimant depuis Sanaa, la capitale yéménite.

« Le maintien de contacts et de relations avec Israël serait une récompense pour leurs crimes », a-t-il ajouté.

Meshaal, responsable en exil du mouvement islamiste, a appelé le président américain Barack Obama et le président russe Dmitri Medvedev à forcer Israël à lever le blocus sur Gaza.

« Prenez l'initiative audacieuse d'une décision historique pour briser le blocus de Gaza et obliger Israël à le faire », a déclaré M. Mechaal.

Il a également appelé l'Égypte à maintenir le poste frontière de Rafah - le seul à ne pas être sous contrôle [direct] israélien - ouvert en permanence. L'Égypte a fait savoir plus tôt qu'il serait ouvert « pour une durée illimitée » pour permettre aux Palestiniens et à l'aide humanitaire de traverser la frontière.

« Plus de blocus à compter d'aujourd'hui, le blocus de Gaza n'est pas acceptable à compter d'aujourd'hui. J'affirme que le blocus, comme moyen politique de forcer la bande de Gaza, le Hamas et la résistance à succomber, a échoué. Ses objectifs politiques ont échoué », a déclaré M. Mechaal.

L'Union européenne, un des premiers donateurs pour les Palestiniens, et la Russie ont exigé une enquête sur l'action militaire israélienne contre la flottille d'aide, ainsi que la fin de l'embargo.

Meshaal a critiqué la déclaration du Conseil de sécurité des Nations unies concernant l'action d'Israël, qui appelle à une « enquête prompte, impartiale, crédible et transparente conformément aux normes internationales » et condamne « ces actes qui ont abouti à la perte de ... civils et de nombreux blessés ».

"Nous disons clairement que nous ne pouvons pas laisser Israël échapper à la punition. Ce que le Conseil de sécurité a fait aujourd'hui - sous la menace d'un droit de veto des Etats-Unis, sous leur pression et leur attitude biaisée - est une trahison de l'Humanité et pas seulement de la population de Gaza et ses sympathisants », a déclaré M. Mechaal.

Israël doit être puni « ... et nous demandons que soient traduits en justice le ministre de la guerre Ehud Barak, le premier ministre Benjamin Netanyahu et tous les dirigeants sionistes, comme criminels de guerre », a-t-il conclu.

Traduction : Info-Palestine.net

3 juin 2010 -

<http://www.qassam.ps/news-2918-Hama...>

Paroles & actions du président cette semaine ...

Obama veut "enjoliver" le blocus de Gaza

Le Hamas a accusé, ce jeudi, Barack Obama de vouloir "enjoliver" le blocus israélien contre Gaza.

Le président américain a qualifié mercredi la situation à Gaza d'"intenable" et a promis que les Etats-Unis alloueraient 400 millions de dollars d'aide civile aux Palestiniens, lors d'une rencontre avec le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas.

Ces remarques "sont problématiques et vides de sens car elles entrent dans le cadre d'une politique américaine visant à enjoliver le blocus de Gaza", a déclaré le porte-parole du Hamas Sami Abou Zouhri.

L'aide promise par Washington "n'est rien d'autre qu'un chiffre (...) Si elle arrive, elle ira aux seules autorités de Ramallah, qui n'enverra rien à Gaza", a poursuivi le porte-parole, en référence au siège de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie.

Le porte-parole du Hamas s'en est également pris à M. Abbas pour la poursuite des discussions indirectes avec les Israéliens, par l'intermédiaire de Washington.

"Les déclarations d'Abbas selon lesquelles il poursuivra les négociations avec l'occupation israélienne sont un coup de poignard traître dans le dos du peuple palestinien", a-t-il affirmé.

"C'est que qui enjolive l'image de l'occupation et lui permet de poursuivre sa politique criminelle", a-t-il conclu.

10/06

3 Politique

a) Politique Palestinienne

Ismail Haniyeh

"Négocier ne signifie pas capituler"

Interview d'Ismail Haniyeh pour le journal italien L'Unità, réalisé par Umberto De Giovannangeli, le 4 juin 2010.

« Toutes les victimes de l'attaque israélienne doivent être considérées comme des martyrs de la cause palestinienne... »

Israël a perpétré son énième acte de terrorisme.

De terrorisme d'Etat. Exactement comme le siège de Gaza. »

Ainsi parle Ismail Haniyeh, Premier ministre affilié au Hamas. « Comment peut-on parler de négociations, même indirectes, » ajoute M. Haniyeh, dans cet entretien exclusif pour L'Unità, (1) « avec quelqu'un qui commet et revendique de tels actes criminels ? »

La réponse du peuple palestinien à cet acte de terrorisme d'Etat est une, forte et déterminée.

C'est une détermination que le Président Abbas (Abu Mazen) doit lui aussi montrer : nous appelons une fois de plus l'OLP à cesser toutes négociations avec Israël, tant directes qu'indirectes. Cela ne sert à rien de continuer à négocier à la lumière d'un crime qui va bien au-delà de l'acceptable. »

Traduit de l'italien en anglais par Daniela Filippin pour [Palestine Think Tank](#).

http://www.alterinfo.net/Ismail-Haniyeh-Negocier-ne-signifie-pas-capituler_a47119.html

3 Politique Internationale des territoires occupés

a) Pays Arabes & voisins

Iran

L'Iran envoie 3 navires et un avion, sa Marine prête à escorter les flottes

Bien qu'Israël ait averti d'empêcher tout navire de briser le blocus de Gaza, le croissant rouge iranien a annoncé, lundi, son intention d'envoyer trois bateaux et d'un avion chargés d'aide humanitaire à Gaza.

"Nous sommes en train de louer deux bateaux dont l'un transportera 70 travailleurs humanitaires, infirmiers et médecins et l'autre des médicaments et de la nourriture" pour la population de Gaza, a précisé le directeur international du croissant rouge, Abdolrauf Adibzadeh, à la télévision d'Etat.

Il a ajouté que les deux bateaux partiront "d'ici à la fin de la semaine" et que cet envoi se fera en "coordination avec le gouvernement turc. Nous allons également envoyer un bateau hôpital vers les côtes de Gaza dans un avenir proche".

Selon lui, le croissant rouge iranien va également "envoyer un avion chargé de 30 tonnes d'aides humanitaires à Gaza via l'Egypte".

"Les volontaires qui veulent aller à Gaza et aider le peuple opprimé de Palestine occupée peuvent s'enregistrer sur le site du croissant rouge", a-t-il ajouté.

Citant un responsable du croissant rouge, Abolhassan Fakhi, l'agence iranienne Fars a affirmé que 20.000 volontaires s'étaient déjà inscrits ces trois derniers jours pour faire partie du voyage.

M.Adibzadeh a en outre souligné que cette décision avait été prise après des réunions avec les Affaires étrangères et le secrétaire du "comité iranien de défense du peuple palestinien".

"Il avait initialement été décidé d'envoyer les bateaux (débarquer l'aide) dans un pays intermédiaire, mais le croissant rouge a finalement décidé de les envoyer directement vers Gaza", a-t-il ajouté sans préciser les motifs de ce changement.

Pour le porte-parole des Affaires étrangères iraniennes, Ramin Mehmanparast, "l'envoi de tels bateaux par différents pays sera transformé en un mouvement de protestation contre le blocus de Gaza et les crimes du régime sioniste. Ce sera un des plus grands échecs de ce régime".

Dimanche, le représentant du guide suprême au sein des Gardiens de la révolution, a en outre révélé que les forces navales des Gardiens de la révolution, sont totalement prêtes à servir d'escorte pour des flottilles d'aide destinées à Gaza si l'ayatollah Ali Khamenei en donne l'ordre.

M.Ali Chirazi a précisé que "les forces navales des Gardiens de la révolution sont entièrement prêtes à prendre des mesures pratiques pour escorter les flottilles de la liberté et de la paix transportant de l'aide humanitaire venue du monde entier pour le peuple opprimé de Gaza, en faisant usage de leurs capacités et de leurs équipements".

Ce nouveau défi iranien a été annoncé une semaine après l'arraisonnement d'une flottille d'aide humanitaire par l'armée d'occupation israélienne dans les eaux internationales au large de l'enclave palestinienne de Gaza.

Neuf activistes turcs ont été tués dans ce raid condamné par la communauté internationale.

08/06/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=140876&language=fr>

b) Le Monde

1 Usa (le parrain)

1 Obama

2 Les grandes manœuvres

Cadeau pour Israël: Le Sénat US dépose une résolution appuyant le raid de sa marine.

Pas besoin d'être surpris de la nouvelle proposition du sénat américain à l'égard d'Israël. En fait, pour certains responsables américains: tout le monde a tort et "Israël" a raison.

Le sénateur républicain américain, John Cornyn, a dans ce contexte, déposé, mercredi, une résolution de soutien à "Israël" affirmant son "droit à se défendre" à la suite de l'attaque par ses commandos contre la flottille internationale qui voulait aller à Gaza.

Le texte du sénateur Cornyn prétend qu'Israël a le "droit inhérent et indéniable de se défendre contre toute menace envers la sécurité de ses citoyens". Il "réaffirme que les Etats-Unis sont aux côtés d'Israël" eu égard aux objectifs communs de sécurité.

Pis encore, la résolution du sénateur Cornyn condamne ce qu'il a qualifié "d'attaque violente et provocation des extrémistes à bord du Mavi Marmara", et s'en prend également au Hamas et à l'Iran qui soutient ce mouvement de résistance.

Cornyn est allé plus loin, en jugeant "contre-productive" l'action de l'ONU au sujet de l'affaire de la flottille. L'ONU demande notamment une enquête internationale sur cette affaire.

Rappelons que le 31 mai, des commandos de la marine israélienne ont pris d'assaut une flottille internationale de six navires qui voulait briser le blocus israélien contre Gaza. Lors de cet abordage qui a eu lieu dans les eaux internationales, neuf humanitaires turcs ont été tués et plusieurs autres blessés.

10/06/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=141462&language=fr>

4 Politique Internationale

Organisations Mondiales & régionales

Onu

Lettre à M. le Secrétaire de l'ONU demandant sa démission.

Avec copie à Son Excellence l'Ambassadeur de l'ONU à Bruxelles

M. Djamel Benmerad

Journaliste, écrivain

Bruxelles

A

M. Ban Ki Moon

Secrétaire général de l'ONU

Monsieur

Je n'ai pas fait la guerre, mais la guerre m'a fait. En effet, mon père, officier de la glorieuse *Armée de Libération Nationale* algérienne (ALN) a été tué au combat alors que j'avais 4 ans.

C'est vous dire si je ressens avec une acuité extrême ce que ressentent les orphelins et les futurs orphelins Palestiniens. Mais des millions - voire des milliards - d'hommes et de femmes de par le monde, sans avoir mon vécu, éprouvent les mêmes sentiments.

Votre salaire, 18.938,00 Dollars US (15.449, 89 Euros (+ les voitures de fonction et les résidences mises gracieusement par l'ONU à votre disposition) ainsi que l'entièreté du budget de l'ONU, est constitué des cotisations des Etats membres qui les prélèvent sur les impôts de ses résidents.

C'est nous, citoyens de différents pays qui vous allouons votre salaire. Je vous écris donc en qualité de créancier. Cela m'évitera d'excuser à l'avance les propos que je vais vous tenir.

Suite à l'acte de piraterie internationale et aux meurtres de sang froid qui s'en sont suivis, vous avez déclaré, la bouche en cul de poule, être « choqué ». C'est ce que se sont dit des tas de concierges dans le monde, des concierges qui n'ont pas de pouvoir mais qui font leur travail quotidien, travail qui, il faut en convenir, est bien plus pénible que le vôtre et que vous ne faites pas.

Ces concierges, disons-nous, n'ont pas de pouvoir, mais vous vous en avez : vous disposez de moyens politiques – **appeler la communauté internationale au boycott de l'Etat assassin** – et les moyens militaires : l'ONU possède **la plus grande armée du monde**, composée de bataillons de plusieurs nations. Qu'avez-vous fait après avoir été choqué ?

Vous avez demandé à l'assassin de constituer une commission... pour enquêter sur ses crimes ! Pour quoi prenez-vous les peuples, monsieur Ban Ki Moon ? L'arraisonnement de la **flottille de la paix** et les crimes qui s'ensuivirent ont eu lieu dans les eaux internationales, **censées être sous la protection de l'ONU**. Cela ne vous suffit-il pour prendre les mesures nécessaires ?

Qu'avez-vous besoin d'un rapport d'enquête supplémentaire alors que vous avez jeté le Rapport Golstone – qui a sanctionné l'opération « Plomb durci » - à la poubelle, jetant dans la même poubelle l'espoir de tous les partisans de la paix dans le

monde de voir enfin cesser les tueries et les souffrances du peuple Palestinien ? Qu'avez-vous besoin d'un rapport d'enquête alors que **ces crimes sont explicitement sanctionnés par la IVème Convention de Genève** ? Vous n'en avez rien fait parce que vous ne faites pas partie de ces partisans de la paix. Vous faites, par contre et depuis que vous avez été « élu » à la tête de l'ONU gr ce aux pressions Nord-Américaines, de la danse du ventre devant le client Israélien au rythme du tambour Etatsunien. Depuis le temps que vous exécutez cette danse, des esprits charitables ont dû se demander si vous n'auriez pas mal aux reins. Rassurons-les : un mollusque n'a jamais mal aux reins. Un proverbe Algérien dit qu' « **Il vaut mieux vivre un jour comme un coq que vivre un siècle comme une poule** ». C'est pour cela que je ne vous salue pas, poule d'Israël ! Au vu de ce qui précède, je vous demande solennellement votredémission.

M. Djamal Benmerad

P. S. Au cas probable où vous intenterez contre moi une action en justice pour ce qui précède, je vous prie de vous adresser à mon avocat-conseil Me **Jean-Robert Kakiese**, vous le trouverez dans l'annuaire Belge.

5 Europe

Belgique

Charles Michel reproche à Vanackere son "cavalier seul"

Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, Steven Vanackere, a été mis sur la sellette, vendredi au Conseil des ministres. Le ministre de la 'Coopération au développement', Charles Michel, lui a notamment reproché ce qu'il a appelé son "cavalier seul" sur le dossier de la flottille humanitaire pour Gaza.

La Belgique s'est en effet abstenue lors du vote mercredi au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU à Genève, dans le cadre du vote sur une résolution relative à la mise en place d'une "mission d'enquête internationale" sur l'intervention militaire israélienne lundi contre la flottille humanitaire qui a fait neuf morts et des dizaines de blessés au large de la bande de Gaza.

"Moi-même et les autres membres du gouvernement avons appris par la presse cette abstention", a indiqué vendredi à Belga le ministre Michel, à l'issue du Conseil des ministres.

"Depuis des mois on assiste à du cafouillage et au 'cavalier seul' du ministre des Affaires étrangères alors que l'image à l'étranger est cruciale pour notre pays", a commenté le ministre.

"Sur une question aussi délicate que ce qui s'est passé à Gaza, le ministre avait l'obligation de consulter le gouvernement", a encore dit M. Michel qui regrette l'abstention de la Belgique sur la demande d'enquête.

Un communiqué du gouvernement devrait expliquer la position de la Belgique et confirmer que notre pays soutient bien la demande d'une enquête internationale sur ces événements, a encore indiqué Charles Michel.

ALN/HIE/

BRUXELLES 04/06

(BELGA)

Italie

Deux entreprises italiennes ont décidé de boycotter les produits israéliens

24/05

Deux grandes sociétés alimentaires italiennes, CoopItalia et Nordiconad ont annoncé ce Lundi leur décision de boycotter les produits alimentaires israéliens.

Motif : ils ne peuvent pas différencier entre les produits fabriqués en Cisjordanie, et ceux fabriqués à l'intérieur d'Israël ! Dans un communiqué, Nordiconad, une chaîne qui compte 400 points de vente, principalement dans le Nord de l'Italie, annonce que la mesure est effective depuis la fin du mois d'avril.

Les responsables de COOP, une chaîne plus importante encore avec plus de 900 magasins dans le pays, ont indiqué qu'il y avait pour le moins un problème de traçabilité avec les produits Carmel Agrexco (avocats, tomates-cerises, poivrons, etc), en ce sens qu'il n'était pas possible de savoir s'ils étaient issus des colonies de Cisjordanie, ou bien d' « Israël ». En raison de ces pratiques frauduleuses de la part de l'exportateur, COOP a donc décidé de rayer Agrexco de sa liste de fournisseurs jusqu'à nouvel ordre.

Le site « Stop Agrexco-Carmel »- une campagne italienne lancé en début de l'année à Savonne, un port du Nord de l'Italie où Agrexco débarque sa marchandise destinée au marché local- a indiqué que « le mouvement de boycott contre les produits israéliens a enregistré un succès majeur dans sa lutte contre l'apartheid israélien."

Il faut préciser que cette campagne italienne se développe en coordination avec la Coalition contre Agrexco en France, qui s'oppose, en particulier, au projet d'installation d'un terminal Agrexco dans le port de Sète.

Le site précise qu'« il s'est engagé à faire respecter les droits humains, de la morale et de la justice et des décisions des instances internationales, les raisons ci-dessus seraient largement suffisantes pour refuser l'implantation d'une entreprise israélienne de quelque secteur que ce soit à Sète ou ailleurs, car toutes les entreprises israéliennes, tirent directement ou indirectement, profit d'une colonisation condamnée depuis des décennies par les instances internationales ! Mais le choix d'AGREXCO-CARMEL (fruits, légumes et fleurs) est caricatural car elle est l'instrument N°1 de la colonisation dans l'agriculture. D'abord parce que l'entreprise est directement liée au ministère de l'agriculture israélien qui la contrôle à 50%

et dont elle applique la politique, mais aussi parce que les 70% de ses exportations proviennent des colonies (reconnu en 2006 par le directeur d'Agrexco-Carmel lors d'un procès en Grande Bretagne). Notamment des colonies de la vallée du Jourdain où 7000 colons se sont appropriés 95% des terres et contrôlent 98% de l'eau ! Réduisant à la misère ou à l'exil les paysans palestiniens des zones où sévit cette entreprise ».

A noter qu'Agrexco- Carmel est une entreprise israélienne qui exporte des produits alimentaires et agricoles d'Israël vers l'Europe!

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=138916&language=fr>

Turquie

La Marine de Guerre Turque escortera les prochaines flottilles humanitaires pour Gaza

La Marine Turque escortera des bateaux d'aide humanitaire à Gaza

La tension pourrait se convertir en conflit armé.

Face à l'attaque d'Israël contre la flottille civile pacifique d'aide humanitaire, le gouvernement turc a annoncé qu'il persistera à apporter de l'aide humanitaire à Gaza, inclus avec des escortes de sa marine de guerre. Cela pourrait conduire à un conflit armé entre Israël et la Turquie. Cette information n'a pas été mise en évidence dans la presse internationale, à part quelques médias comme IBN (Inde) .

Si Israël continue à violer le droit international en perpétrant des actes de piraterie dans les eaux internationales pour attaquer ces bateaux civils et multinationaux, dans le but d'empêcher l'arrivée de l'aide humanitaire, la marine turque ripostera et le conflit pourrait atteindre des niveaux inimaginables.

Israël impose un blocus illégal et inhumain contre Gaza, et empêche que des bateaux accostent dans son port, bloque les accès terrestres à des fournitures telles que l'eau, médicaments, aliments, ciment...

Si un pays de l'Otan est attaqué, cette organisation doit agir pour le défendre. La Turquie appartenant à l'Otan, il pourrait se produire une situation sans précédents au cas où les deux pays s'engagent dans un conflit armé.

Comme il fallait s'y attendre, le premier ministre turc, Recep Erdogan a réclaté punition et condamnation contre Israël pour ce qu'il a qualifié de "massacre sanglant, irresponsable et insolent" et "terrorisme d'Etat"... "Israël ne doit pas mettre à l'épreuve la patience de la Turquie", "Israël est en train de dynamiter la paix régionale".

extrait du journal électronique péruvien "Con Nuestro Perú" -3 juin 2010

<http://connuestroperu.com>

6 Médias/Vidéos

Vidéo : Ahmed 9 ans à Gaza... écoutez-le...

http://www.dailymotion.com/video/xdikj7_michel-collon-ccy-pas-ahmed-9-ans-g_news#from=embed?start=19

Vidéo : Hugo Chavez sur l'attaque de la flottille par ISRAEL

http://www.youtube.com/watch?v=bX6eXnOTivU&feature=player_embedded

Vidéo : Flottille de la liberté : 02.06.2010

Le MV Rachel Corrie

http://www.youtube.com/watch?v=IIDIo5Tb_7E&feature=player_embedded#!

Vidéo : Bil'in Protest In Solidarity Protest With The Gaza Flotilla

04-06-2010 By Haitham Al Katib

http://www.youtube.com/watch?v=VIBkbhxFfIY&feature=player_embedded#!

Vidéo : Les forces d'occupation israélienne arrêtent Fadi Al-Khatib, un garçon de 12 an

http://www.youtube.com/watch?v=vMghxL4t2I&feature=player_embedded#!

Vidéo : Roland Dumas atomise Elisabeth Levy sur Israël

Roland Dumas a donc remis à sa place Elisabeth Levy, la sioniste déclarée. Roland Dumas l'a confronte aux habituels rhétoriques.

Bouche B, elle est prête à lui balancer son verre dans 'Ce Soir ou Jamais' ce 1 juin 2010.

Lien vers la vidéo sur Dailymotion : <http://dai.ly/ct70Nh>

Vidéo : Bateau sur la Seine pour Gaza

http://www.allocine.fr/video/player_gen_cmedia=19095877&cfilm=179383.html

Vidéo : CHRONIQUE POUR GAZA

[p://www.youtube.com/watch?v=SRR07UxQAys&feature=player_embedded#!](http://www.youtube.com/watch?v=SRR07UxQAys&feature=player_embedded#!)

PHOTOS des humanitaires et du convoi de la liberté. ([ICI](#)).

<http://www.flickr.com/search/show/?q=mavi+marmara&w=37890481%40N04&ss=2>

DEPUIS LE SITE DE <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

6-2 L'Union européenne censure

La Commission européenne s'est soudainement avisée que la télévision du Hamas, Al Aqsa TV, était diffusée par Eutelsat, dont le siège social est en France.

Elle a donc demandé aux autorités françaises de faire le nécessaire pour interrompre au plus tôt cette diffusion.

Al Aqsa TV présente le point de vue gazaouite à propos de l'attaque pirate contre la Flottille de la liberté. Selon la Commission, il s'agirait là d'une « incitation à la haine ».

En 2003-06, Israël avait mobilisé ses relais d'opinion en Europe et aux Etats-Unis pour empêcher la diffusion de la télévision du Hezbollah avant d'attaquer le Liban.

En France, une campagne de presse avait accusé Al-Manar d' « antisémitisme ».

Cependant cette accusation s'était avérée mensongère et l'instruction pénale n'avait pu l'étayer.

En définitive, la télévision du Hezbollah avait quand même été interdite par le Conseil d'Etat pour « trouble à l'ordre public » [1].

La Commission européenne, hors de toute procédure judiciaire, a donc décidé d'ajouter administrativement un blocus médiatique au blocus actuel de Gaza.

[1] « Al-Manar : comment Israël a étranglé la voix de la Résistance libanaise », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 9 août 2006.

<http://www.voltairenet.org:80/article165758.html>

6-3 La Voix dissonante à la Maison Blanche Helen Thomas demande : pourquoi ce laxisme avec Israël??

La doyenne des journalistes de la Maison Blanche Helen Thomas a qualifié " de crime international et de massacre prémédité" l'attaque et le massacre commis par l'entité sioniste contre la flottille d'aides humanitaires " Liberté pour Gaza". Interrogeant, lors de son point de presse hebdomadaire, le porte-parole de la présidence américaine, Robert Gibbs, sur les raisons pour lesquelles l'administration américaine n'a pas dénoncé en des termes virulents ce qui s'est passé dans les eaux territoriales de la Méditerranée, cette femme d'origine libanaise de près de 90 ans a demandé: " La position (américaine), dès le début du massacre de la flottille qui est un crime internationale et un massacre prémédité est une position lamentable; que voulez-vous dire par vos regrets alors que vous devriez condamner avec plus de virulence et de fermeté". Et de poursuivre: " à quoi sert une relation solide avec un état qui tue les gens et assiège ceux qui leur porte secours?"

Le porte-parole qui a tenté de la faire taire, en vain n'avait eu de réponse que de dire, après de seconde d'hésitation: " Rien ne

peut les rendre à la vie", en allusion aux martyrs qui sont tombés durant ce massacre et dont le nombre réel n'est pas encore finalisé.

Et pour divertir l'attention sur Mme Thomas, Gibbs a donné la parole à un autre journaliste de la Maison Blanche qui s'est empressé de poser une question hors du sujet.

Mme Thomas, qualifiée de Première Lady des journalistes avait eu le temps de glisser son mot pour que les médias en parlent...

02/06/2010

<http://www.almanar.com.lb/newssite/NewsDetails.aspx?id=140270&language=fr>

7 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

7-1Nadjia Bouaricha : La Sublime Porte se referme sur Israël.

Je condamne de la manière la plus forte ce massacre sanglant...

Cette attaque insolente et irresponsable qui piétine toute vertu humaine doit absolument être punie », cette phrase lancée, hier, par le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, sonne-t-elle le glas des relations privilégiées entre son pays, la Turquie, et Israël ?

Si la réponse à cette question appartient à l'avenir, il y a lieu tout de même de souligner que les relations entre les deux « Etats alliés » sont au plus mal et risquent le pire.

La virulence des propos d'Erdogan creuse en tout cas la tombe de l'entente bilatérale.

Déjà très tendues depuis l'agression israélienne contre Ghaza en 2008, les relations bilatérales entre les deux pays connaissent avec l'attaque de la « flottille de la liberté » un tournant important. Dans un discours prononcé au Parlement hier, Erdogan met la communauté internationale devant ses responsabilités et la somme de « dire non aux agressions d'Israël ». Empruntant un ton fort et sans ambiguïté, le Premier ministre turc accuse Israël, qu'il qualifie « d'abcès ouvert pour la paix dans la région », de cultiver le mensonge. « Vous dites que vous avez riposté à une attaque, arrêtez donc de mentir, nous avons plus qu'assez de vos mensonges », assène-t-il à l'Etat sioniste, en joignant un geste de dégoût. Erdogan hausse davantage le ton pour passer à la menace : « L'amitié de la Turquie est précieuse, mais son inimitié est d'autant plus violente... Israël ne doit pas mettre à l'épreuve la patience de la Turquie. »

Et d'ajouter : « Sachez que nous ne tournerons jamais le dos à Ghaza et nous ne l'abandonnerons jamais », dit-il, comme pour affirmer une position très honorable prise par son pays lors de l'agression de ce territoire palestinien il y a plus d'une année. Les propos d'Erdogan ne sauraient traduire une simple colère passagère, l'attaque israélienne est bel et bien la goutte qui a fait déborder le vase du contentieux israélo-turc. La presse turque est d'ailleurs unanime à dire que le sort en est jeté des relations bilatérales. Israël a perdu un allié fort et la Palestine a gagné une voix et un soutien précieux.

L'homme malade semble se réveiller et même bien se porter pour donner à la Turquie un nouveau visage, celui d'un leader qui brandit fièrement l'étendard d'une région stigmatisée et sujette à la répression occidental-israélienne. Contrairement aux pays arabes, la Turquie a su se libérer d'une politique étrangère aux ordres des puissances occidentales. Elle s'affirme comme un Etat capable de dire non et de se faire entendre. Sortant de sa chrysalide, la Turquie vole de ses propres ailes et devant le rejet de l'Europe de l'intégrer dans son espace, elle se tourne vers cet Orient d'où elle a tissé son ancien Empire ottoman.

Nadjia Bouaricha

<http://www.elwatan.com/La-Sublime-Porte-se-referme-sur>

8_Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

8-1 Hazem Jamjoum : Par la piraterie, Israël se dévoile aux yeux du monde

Silvia Cattori s'entretient avec Hazem Jamjoum

L'attaque par les commandos israéliens d'un convoi humanitaire en Méditerranée a ouvert les yeux d'une partie de l'opinion publique internationale sur la réalité du blocus de Gaza. Cette prise de conscience citoyenne devrait se traduire par un renforcement du boycott contre les produits de l'apartheid.

Dans l'entretien qu'il a accordé à Silvia Cattori, l'universitaire palestinien Hazem Jamjoum décrit également la situation politique en Palestine occupée, entre un Fatah qui s'accroche au pouvoir, malgré le désaveu populaire, et un Hamas ostracisé par la communauté internationale, bien que démocratiquement élu.

Le 31 mai 2010, les pirates israéliens ont attaqué des navires civils dans les eaux internationales.

L'universitaire palestinien Hazem Jamjoum, 28 ans, de passage à Genève le jour où la marine israélienne a stoppé dans le sang la Flottille de la liberté, répond aux questions de Silvia Cattori.

Silvia Cattori : *Ce lundi, 31 mai, avez-vous été surpris en apprenant que la marine israélienne avait attaqué la flottille d'aide humanitaire, et tiré sur les navigants qui voulaient se rendre à Gaza ?*

Hazem Jamjoum [1] : L'attaque contre la Flottille de la Liberté était d'une certaine manière attendue car le gouvernement israélien et l'armée avaient fait savoir assez clairement qu'ils n'allaient pas autoriser des militants à entrer à Gaza. J'ai été très choqué lorsque j'ai appris qu'ils avaient tué et blessé de nombreuses personnes. On pouvait s'attendre à ce qu'ils empêchent les bateaux de passer et qu'ils arrêtent les militants.

Mais qu'ils utilisent cette violence, tirent à balles réelles, ce fut un grand choc pour moi.

Je pense que cela montre la logique selon laquelle les militaires israéliens agissent, en ce sens qu'Israël a montré depuis 62 ans qu'il n'avait aucun problème à tuer des gens [2], à commettre des actes de piraterie ou à violer le droit international. Il devient de plus en plus clair qu'Israël considère qu'il peut continuer de perpétrer des meurtres, qu'il s'agisse de Palestiniens ou de non-Palestiniens.

Du reste ce n'est pas la première fois qu'Israël tue des non-Palestiniens.

A l'évidence, la communauté internationale a montré qu'elle ne veut prendre aucune mesure concrète pour punir Israël ou pour lui demander des comptes pour les crimes qu'il commet.

Silvia Cattori :

L'attaque de la flottille par les troupes de la marine israélienne en pleine mer a soulevé immédiatement une vague de réactions sans précédent. Des réactions bien plus massives contre Israël que lors des bombardements qui, en huit minutes, avaient laissé près de 300 morts sur le sol à Gaza, le 27 décembre 2008. Est-ce à dire que les vies palestiniennes ne méritent pas la même attention ?

Hazem Jamjoum :

C'est un vaste sujet. Premièrement, je pense que, malheureusement, les médias, tout comme Israël, portent peu d'attention à la vie des Palestiniens et des arabes

en général. Alors que des arabes sont tués quotidiennement en Irak depuis 2003, cela provoque à peine quelques commentaires à la télévision.

C'est pareil avec la Palestine : Israël tue des Palestiniens depuis 62 ans, et d'une manière de plus en plus massive depuis la seconde Intifada, sans que cela ne fasse d'éclat. Je pense que si cette attaque est si importante pour les médias, c'est parce que, parmi les 700 personnes qui étaient sur ces bateaux, ce sont des internationaux qui ont été tués et blessés.

Depuis le carnage de Gaza en 2008-2009 il y a eu le développement d'un mouvement international très fort ; la critique sur la politique d'Israël a traversé toutes les strates de la société. L'importance donnée par les médias à l'attaque contre la flottille, met en évidence combien le mouvement a grandi. Il y a des milliers de gens qui ont donné leur argent pour financer ces bateaux.

Silvia Cattori : *Avez-vous été surpris par le fait que les États-Unis n'ont pas condamné l'acte de piraterie d'Israël et n'ont pas demandé la levée du blocus ?*

Hazem Jamjoum : Pas vraiment. Les États-Unis n'ont jamais tenu Israël comme responsable de ce blocus. Il est devenu très clair qu'ils ne feraient rien pour le lever. Raison pour laquelle c'est cette flottille de la liberté €“ avec le large soutien du mouvement qui se bat pour lever le blocus €“ qui allait le faire.

Cette flottille apportait une aide humanitaire, mais ce n'était pas une simple action caritative ; c'était une action politique ; c'était une déclaration politique. L'objectif des organisateurs de la flottille était

que, puisque les gouvernements du monde se montrent incapables de tenir Israël pour responsable de ce blocus médiéval - nous n'avons jamais vu un blocus contre une population comme celui-ci depuis près de 800 ans - la flottille allait le faire.

C'était cela le but de cette flottille. C'est aussi le but de la campagne de Boycott, Désinvestissement

et Sanctions (BDS) lancée en 2005 par toutes les organisations de la société palestinienne ; des partis, des syndicats, etc. Cette campagne a commencé à prendre de l'ampleur et à se développer rapidement après le carnage à Gaza, quand les gens, dans le monde entier, ont commencé à voir Israël pour ce qu'il est : un régime d'apartheid, d'occupation, de colonisation.

Et l'extension de ce mouvement a rendu, même les médias, plus sensibles à la réalité, au fait qu'Israël n'est pas un État destiné à protéger sa population juive, mais un État qui commet des crimes contre les non juifs d'une manière continue.

Silvia Cattori : *Pensez-vous que cette attaque en mer permettra d'en finir avec l'impunité et avec la protection qu'Israël a toujours eue de la part de nos médias ?*

Hazem Jamjoum : Oui, Israël était très protégé jusqu'À maintenant, par les médias, les institutions, les pouvoirs. Surtout en Europe où les organisations juives ont utilisé avec succès la culpabilité du génocide de la seconde guerre mondiale, pour mentir en disant, par exemple, que les Palestiniens étaient partis parce que les dirigeants arabes leur avaient dit de le faire. Succès obtenu également en faisant peur aux gens qui critiquaient Israël car cela les exposerait à se voir accusés d' « antisémitisme ». Or quand vous voyez l'armée israélienne utiliser des chars et des F 16 pour bombarder des populations civiles qui ne sont pas en mesure de se défendre et n'ont nulle part où aller parce que la frontière est toujours fermée, ou quand vous voyez Israël encercler des internationaux, des humanitaires, des députés membres de divers parlements, et commencer à tirer sur eux et sur leurs bateaux, il devient difficile d'accuser ceux qui critiquent l' attentat d'Israël qui agit de la sorte, d'avoir un comportement « antisémite ».

La seconde chose est l'augmentation des gens

de confession juive qui réalisent qu'Israël a fait

cela depuis 62 ans au nom des juifs, en abusant du nom des juifs pour couvrir ses crimes. Je crois que

le nombre croissant de juifs qui disent

« Vous ne pouvez pas continuer de dire cela en

mon nom », qui s'opposent au sionisme et à

son fondement, qui s'opposent aux crimes commis par Israël, est aussi un important phénomène.

Silvia Cattori : *Si Israël a pu poursuivre durant 62 ans sa politique d'épuration ethnique, basée sur la haine et la déshumanisation, n'est-ce pas parce que sa propagande a toujours réussi à renverser la donne ; il a transformé les victimes palestiniennes de sa politique d'apartheid en terroristes ; présenté ses voisins arabes et musulmans comme inférieurs, violents, fanatiques ?*

Hazem Jamjoum : Pas seulement Israël du reste.

Si vous regardez les films d'Hollywood qui font le portrait des arabes et des musulmans en général, en particulier depuis la soi-disant « guerre contre le terrorisme » - mais même avant - vous constatez que ce portrait, dans la culture populaire, est une déshumanisation qui est complètement raciste. Certes, Israël l'a utilisée à son profit depuis 62 ans.

Ce prétendu « monde civilisé occidental », voit les arabes et les musulmans comme des barbares sauvages, des sous-hommes. Si vous regardez les médias israéliens, les Palestiniens, les Israéliens arabes sont décrits comme des sauvages violents, fous, irrationnels. Il y a là un grand travail à faire pour gagner ce combat contre les stéréotypes racistes ; contre cette imagerie dégradante à l'égard des arabes et des musulmans ; et pour expliquer que cette barbarie ne correspond pas à la réalité et que l'histoire montre tout ce que les civilisations occidentales leur ont en fait emprunté ou, comme on peut le voir dans les musées, physiquement volé.

Silvia Cattori : *Ce qui rend le contexte encore plus difficile à comprendre au dehors, est que les autorités de Ramallah et leurs représentants à l'extérieur font le jeu de l'occupant israélien. Le jour même de l'attaque israélienne contre la flottille, Elias Sambar, représentant palestinien à l'UNESCO, (invité sur la chaîne de télévision France 2) ne cachait pas cette fracture. « Vous savez ce que je pense du Hamas » disait-il à Daniel Shek, ambassadeur d'Israël en France, qui n'avait pas de mots assez durs pour incriminer le Hamas. Comment comprendre cette complaisance à l'égard d'un occupant colonial qui martyrise si cruellement la Palestine et un tel mépris, de la part d'un diplomate palestinien, de l'autorité du Hamas issue des urnes ?*

Hazem Jamjoum : Cette direction palestinienne a mis toute sa stratégie dans un mauvais panier, à savoir l'idée que, en parlant avec Israël et en convaincant la communauté internationale, elle pourra apporter la preuve que, d'une manière ou d'une autre, la négociation pourra aboutir à donner leurs droits aux Palestiniens.

Au cours des 13 à 14 dernières années, il est apparu parfaitement - et criminellement - clair que ces négociations bénéficiaient uniquement à Israël qui les utilise comme méthode pour voler les terres en renvoyant toujours à plus tard la soi-disant « solution », et en utilisant ce temps pour continuer de consolider son régime d'apartheid, son vol de la terre palestinienne et la construction de ses colonies.

La diabolisation du Hamas va de pair avec la diabolisation générale des groupes politiques islamiques, et également avec la préparation d'une guerre contre l'Iran, le Hamas étant décrit comme faisant partie du camp iranien. Il faut que cela soit clair : le Hamas est aussi le choix populaire, élu démocratiquement en 2006, et nous considérons ce vote comme un vote de rejet des négociations. Quand les Palestiniens ont voté en 2006 en faveur du Hamas, ils ont dit au Fatah qu'ils n'acceptaient pas les négociations. Parce qu'elles ont prouvé qu'elles étaient un échec. Le fait que ce leadership à Ramallah continue les « discussions de proximité » et les négociations ne fait que prouver que sa stratégie a échoué.

Silvia Cattori : *Il semble que le président Mahmoud Abbas n'ait pas véritablement appelé à mettre fin au blocus. Est-ce bien ainsi ?*

Hazem Jamjoum : Je ne sais pas. Je ne me souviens pas. Ils ont critiqué le blocus à un certain moment, mais je ne sais pas s'ils ont vraiment essayé de manière consistante et systématique de travailler au travers des Nations Unies et au travers de leurs contacts internationaux pour briser le blocus de Gaza.

Il est parfaitement clair que les dirigeants de Ramallah ont pris très fortement position contre le Hamas et voient le Hamas comme quelque chose qui brise leur monopole politique et comme une menace. Ils suivent la même ligne qu'Israël vis-à-vis du Hamas et cela est extrêmement regrettable ; en particulier

quand, parfois, ils saisissent l'occasion de parler de réconciliation avec le Hamas et dans le même souffle ils s'opposent totalement au Hamas et le diabolisent.

Je pense que les deux parties, aussi bien la direction du Fatah que celle du Hamas, doivent revenir aux demandes fondamentales des gens. Ils doivent couper leurs liens avec le régime d'apartheid et revendiquer les droits fondamentaux des Palestiniens - le droit de retour des réfugiés et la pleine égalité pour les citoyens palestiniens d'Israël - qui ont été complètement laissés de côté dans l'agenda du leadership palestinien, alors qu'ils représentent la grande majorité des Palestiniens dans le monde : il y a environ 6,4 millions de réfugiés palestiniens dispersés dans le monde, et environ 1,5 million de Palestiniens qui sont citoyens d'Israël. Ils sont négligés par les deux directions [du Fatah et du Hamas, ndt].

Silvia Cattori : *Le refus des États-Unis de condamner Israël au Conseil de Sécurité et d'exiger la fin du blocus israélien vous a-t-il surpris ?*

Hazem Jamjoum : Non, je ne suis pas surpris. Les États-Unis sont très clairs ; Israël est l'allié stratégique numéro un des États-Unis dans la région. Ils considèrent Israël comme étant une extension des États-Unis au Moyen Orient. C'est ainsi que le gouvernement des États-Unis voit Israël depuis les années 70.

Je pense que les politiciens états-uniens croient en cette politique ; en dépit du fait que l'intérêt que représente Israël pour les États-Unis soit extrêmement contestable.

Les militaires états-uniens - tout récemment le général Petraeus - ont dit très clairement que les États-Unis perdent des vies à cause de leur soutien à Israël.

C'est un aveu très exact. Les gens qui, au sein du département d'attentat US ont dit, dès 1948, que le soutien à Israël est en fait contraire aux intérêts économiques et stratégiques des États-Unis, avaient raison.

Silvia Cattori : *Cela ne changera pas ?*

Hazem Jamjoum : Je pense que cela changera, que cela doit changer, vu l'élargissement aux États-Unis du mouvement qui appelle au Boycott, au Désinvestissement et aux Sanctions (BDS) contre Israël, et le soutien au BDS du Green Party qui est le troisième parti, le soutien de politiciens de plus en plus nombreux, en particulier ceux qui ont visité Gaza après le carnage, et ceux qui ont le courage de dire leur opinion. Mais les politiciens ne peuvent pas simplement s'opposer à Israël car cela entraîne des conséquences ; cela demande que le mouvement social aux États-Unis devienne plus fort, et je pense que ces mouvements qui sont critiques vis-à-vis d'Israël et demandent la fin de la politique d'apartheid d'Israël sont en train de se développer. Je suis prudemment optimiste. Cela exige plus de travail.

Il ne s'agit pas seulement du soutien des États-Unis. L'Europe est le plus grand importateur de produits israéliens dans le monde, alors que les relations entre

les États-Unis et Israël sont surtout basées sur la finance et les investissements. C'est pourquoi la campagne de BDS est si importante. Comme marché de produits, l'Europe est le marché principal. Après le marché interne entre Israël et la Palestine, le plus gros est avec l'Union Européenne ; l'Union Européenne a un accord de libre échange avec Israël, et les échanges culturels sont très importants. Tout cela représente un défi.

Exposé d'Hazem Jamjoum (en anglais) sur l'apartheid en Palestine

Silvia Cattori

Journaliste suisse indépendante, de langue maternelle italienne. Les années qu'elle a passées outre-mer, notamment en Asie du Sud-Est et dans l'Océan indien, en contact étroit avec le milieu de la diplomatie et des agences des Nations Unies, lui ont donné une certaine compréhension du monde, de ses mécanismes de pouvoir et de ses injustices. En 2002, elle fut témoin de l'opération « Bouclier de protection », conduite par Tsahal en Cisjordanie.

Elle se consacre depuis à attirer l'attention du monde sur le sort subi par le peuple palestinien sous occupation israélienne.

Auteur de Asie du Sud-Est, l'enjeu thaïlandais

(éd L'Harmattan, 1979).

4 JUIN 2010

<http://www.voltairenet.org/article165685.html>

8-2 Thomas Sommer : "Nous nous sommes sentis abandonnés par la France"

L'intégralité du débat avec Thomas Sommer, coordinateur de la Campagne civile internationale pour la protection du peuple palestinien, vendredi 4 juin 2010.

Coordinateur de la Campagne civile internationale pour la protection du peuple palestinien (CCIPPP), Thomas Sommer, est l'un des neuf Français qui ont participé à la flottille pour Gaza, arrêtée lundi 31 mai par un assaut de l'armée israélienne dans les eaux internationales qui a fait neuf morts.

Au lendemain de son retour en France, il a répondu vendredi 4 juin aux questions des internautes du Monde.fr.

Daniel : *Qui êtes-vous ? Sur quel bateau étiez-vous ?*

Thomas Sommer : Je fais partie des campagnes civiles internationales pour la protection du peuple palestinien, et on a un site web : www.protection-palestine.org. J'étais sur le cargo grec, le Sophia, où l'on était environ vingt-cinq à trente : Français, Italiens, Suédois...

Emmanuel : *Comment s'est formée cette flottille ? Quelle association en a été l'initiatrice ?*

Thomas Sommer : Il y a plusieurs associations qui ont mis leur projet en commun : une association grecque, Ship to Gaza, qui représente un collectif d'associations, de syndicats, qui ont mis leurs forces en commun pour acheter un cargo, de l'équipement. Ensuite, il y a l'organisation Free Gaza Movement, qui est à majorité anglo-saxonne. Ensuite Ship to Gaza Suède, un collectif suédois qui a fait la même chose en Suède. Il y a aussi IHH, la grosse organisation humanitaire turque, qui

existe depuis au moins dix ou quinze ans. Et aussi une organisation située entre Belgique et Angleterre : Campaign to End the Siege on Gaza, une ONG qui fait du lobbying auprès de l'Union européenne pour faire lever le siège. Ce sont les principales organisations qui ont été le moteur de cette action.

J'ai travaillé avec les amis grecs depuis deux ou trois mois. Eux, ils travaillent sur cette opération depuis quasiment un an. Un cargo, 1 500 tonnes de chargement : imaginez l'ampleur du travail !

J'ai plus travaillé pour essayer de mobiliser les réseaux de députés en France, en Europe, et aussi en termes médiatiques sur d'autres réseaux internationaux. Cette opération avait deux objectifs : d'une part, l'urgence humanitaire ; d'autre part, montrer qu'il faut lever ce siège criminel, inhumain.

Daniel : *Comment cela s'est passé sur le bateau ? Avez-vous tenté une quelconque opposition aux forces de l'ordre ?*

Thomas Sommer : Ce n'était pas les forces de l'ordre, mais des commandos de la marine israélienne, qui n'avaient rien à faire en plein milieu des eaux internationales. Ce ne sont pas des policiers qui ont arrêté des militants à Tel-Aviv ou Haïfa, mais des commandos qui ont attaqué des civils dans les eaux internationales ! Cela s'est passé de façon violente : de nuit, nous avons été attaqués par des bâtiments de guerre, nous avons eu droit aux frégates, à des navires énormes, et aussi des Zodiac remplis de commandos cagoulés, habillés en noir, et des hélicoptères de combat.

Cela dit, nous avons eu de la chance. Nous étions assez peu sur notre cargo, il y avait un député suédois, un écrivain suédois de renom, Henning Mankell. Quand les deux Zodiac nous ont abordés, nous nous sommes réfugiés en bloc autour de la cabine du capitaine. Ils ont sorti des Taser et ont tiré à bout portant sur les copains qui étaient les premiers devant eux. Ils sont tombés sur le coup puis ils se sont fait tabasser, et une fois que quatre ou cinq étaient à terre, ils ont sorti les pistolets et fusils mitrailleurs. Nous nous sommes mis à terre, ils sont entrés dans la cabine du capitaine et ont pris le contrôle du bateau.

Ensuite, ils nous ont pris un par un et nous ont regroupés dans un coin du bateau.

guy grec : *Mais vous aviez été prévenus pendant cinq heures par radio des risques que vous couriez !*

Thomas Sommer : Nous, nous avons annoncé que nous allions à Gaza. Sauf que notre cap c'était l'Egypte, car nous voulions arriver le plus tard possible dans la zone des 25 milles au large de Gaza, pour pouvoir négocier. Nous ne nous attendions pas à être attaqués à 4 heures du matin. Les Israéliens nous disaient "Arrêtez-vous". Ils n'avaient pas le droit de le faire, puisque nous étions dans les eaux internationales. Nous le leur avons dit. Nous étions en communication avec les gouvernements turc et grec, les seuls qui auraient eu le droit de nous demander de nous arrêter, et ils ne nous ont rien demandé.

Ben : *Sur le Mavi-Marmara, pourquoi transporter des barres de fer, couteaux, etc., sur un bateau en mission humanitaire ?*

Thomas Sommer : Sur n'importe quel bateau, on trouve au moins une masse, des couteaux de cuisine, du matériel pour faire de la mécanique... C'est ça qu'ils ont trouvé. Nous aussi, sur notre bateau, les soldats israéliens ont trouvé trois couteaux de cuisine, un cutter, une hache et une masse. Ils nous ont expliqué que c'était des armes. Mais sur n'importe quel bateau civil, on trouve ce genre de matériel. La hache sert en cas d'incendie, pour couper des cordes, par exemple.

Deuxième chose : sur le Marmara, les gens se sont défendus comme ils ont pu. Ils se sont fait tirer dessus et se sont défendus avec ce qu'ils avaient sous la main. Imaginez la même situation en Somalie : un cargo français est attaqué en pleine nuit par des pirates, il y a neuf morts, et on apprend qu'à un moment donné les marins français ont essayé de se défendre. Moi, je pense que ce sont des héros et des victimes.

Ben : *Que pensez-vous des vidéos montrant les passagers du Mavi-Marmara attendant les soldats israéliens, armés de barres de fer, avant même que ces derniers ne soient montés sur le bateau ?*

Thomas Sommer : Ce que j'ai vu, ce sont des gens qui se sont défendus contre des soldats qui les agressaient de nuit, au milieu des eaux internationales, avec ce qu'ils avaient sous la main. Ces gens avaient le droit de se défendre. Comme ils le pouvaient. Et ils n'ont tué personne. Sur le bateau turc, aucun soldat israélien n'a été tué.

Laurent : *Comment avez-vous été traité une fois arrêté par la police israélienne ?*

Thomas Sommer : Mal. Beaucoup de mes camarades ont été tabassés. Un journaliste italien de la RAI est allé directement à l'hôpital à son retour, à l'aéroport. Ceux qui n'ont pas été tabassés, comme moi, ont été mis en prison. Nous avons été maltraités. Ils ne nous ont pas torturés, mais nous ont traités comme des chiens.

bert : *Certaines des associations turques présentes dans la flottille sont proches du Hamas. Pourquoi des gens de gauche modérés ont-ils pris le risque de s'associer à elles ? L'effet n'aurait-il pas été meilleur si des gens modérés s'étaient mis en route avec une flotte plus petite, mais sans risques d'amalgame avec le Hamas ?*

Thomas Sommer : Une association, comme l'association turque IHH, qui tente d'envoyer du matériel humanitaire dans la bande de Gaza depuis plus de dix ans est forcément en contact avec les autorités locales, à savoir le Hamas. Toutes les ONG qui travaillent à Gaza discutent avec le Hamas. On est obligé à un moment donné de passer par eux. Quant à l'idée de partir de notre côté, sur une flotte plus petite, je pense qu'agir chacun dans son coin n'a aucun sens. L'intérêt est d'avoir une flottille internationale qui agisse. C'est le symbole qu'on a envoyé. Des Turcs, des Anglais, des Italiens, des Français... qui agissent ensemble. A un moment donné, on ne supporte plus que la communauté internationale reste passive face à ce qui se passe à Gaza. Il faut que le siège soit levé. On était une cinquantaine de nationalités à le crier haut et fort.

Helene : *Comment s'est passé le retour en France ? Avez-vous été reçus par un membre du gouvernement ?*

Thomas Sommer : Personne ne nous a reçus, et très franchement, là-bas on s'est senti abandonnés. La seule personne qu'on a vue quelques minutes dans le sud d'Israël, c'est un attaché culturel du consulat, qui n'avait aucun pouvoir. Ceux qui nous ont sauvés, moi et mes deux copains, ce sont les Grecs et l'ambassadeur grec, qui a fait quelque chose de fantastique qu'il n'était pas obligé de faire. C'est pour cela que nous sommes arrivés en Grèce : les Grecs nous ont pris dans leur avion militaire, et ensuite nous nous sommes débrouillés pour rentrer à Paris. Mais à aucun moment, le gouvernement français ne nous a proposé un rapatriement. Et nous sommes rentrés à nos frais.

Samedi dernier (le 29 mai), dans une dépêche que j'ai sous les yeux, le gouvernement français annonce qu'il est pour la levée immédiate du blocus, "au moment où sept bateaux humanitaires arrivent à Gaza". Donc pour nous, il nous soutenait. Et le Rachel-Corrie faisait partie de la même flottille, il a été retardé par des problèmes techniques. Il avait le même chargement

humanitaire contrôlé par les autorités irlandaises, lesquelles ont dit aux Israéliens qu'il était hors de question de toucher à un cheveu des gens qui étaient sur le bateau. Je ne comprends donc pas la position française.

Je veux bien qu'on me dise : Arrêtez le Rachel-Corrie, et la communauté internationale, l'ONU, prendront le relais et enverront toute l'aide humanitaire nécessaire. Mais ce n'est pas ce qui se passe. D'un côté, l'UE appelle à la levée du blocus, et de l'autre, Bernard Kouchner explique que les politiques ne peuvent pas tout faire, le blocus perdure, et rien ne se passe. Jacques.S : *Ne pensez-vous pas qu'il serait plus prudent de faire débarquer les prochains bateaux en Egypte, à El-Arish par exemple, afin que les produits arrivent bien aux habitants de Gaza ?*

Thomas Sommer : Savez-vous ce qui est arrivé au convoi qui est parti en décembre et voulait entrer dans la bande de Gaza par l'Egypte ? Cela a été très compliqué, et il n'a réussi à passer que parce que le gouvernement turc a tapé sur la table. Jusqu'à il y a quelques jours, Rafah était fermée, et il a fallu le scandale autour de nos bateaux pour que l'Egypte annonce qu'elle ouvrait Rafah pour laisser passer l'aide humanitaire. Nous, nous voulons des mesures durables, que le blocus soit levé tout de suite, que les dizaines de milliers de tonnes de ciment pour la reconstruction et la nourriture passent. Nous voulons que le blocus soit levé durablement, pas seulement pour quelques mois.

Bouchon : *Ce n'était donc pas la première fois qu'une flottille humanitaire (mais aussi à visée politique) partait vers Gaza ?*

Thomas Sommer : D'après vous, pourquoi avons-nous choisi la mer ? Parce qu'il y a eu des précédents. Depuis 2008, quatre ou cinq bateaux ont réussi à passer. Cela nous semblait donc le chemin qui donnait le plus de chances de réussite.

Smith.M : *N'y avait-il pas d'autre solution, plus douce, pour briser le blocus de Gaza ?*

Thomas Sommer : Il y a des solutions très douces : il suffit que la communauté internationale impose à Israël la levée du blocus. Avec si nécessaire des sanctions. Et nous arrêterons de monter des bateaux pour partir pour Gaza. C'est cela la solution douce : que la communauté internationale prenne ses responsabilités et impose la levée du blocus à Israël.

Pierre80 : *Que pensez-vous de la terminologie utilisée par la presse nationale pour vous décrire ? J'ai entendu : "activistes pro-palestiniens", "militants palestiniens", et parfois même "militants anti-israéliens" ?*

Thomas Sommer : Militant palestinien ? Je ne suis pas palestinien. Militant pro-palestinien ? Si s'élever contre le blocus horrible et l'injustice qui s'exercent contre les Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie, c'est être militant pro-palestinien, alors oui, je le suis. Si l'on prend ce point de vue, l'ONU aussi est pro-palestinienne. Même la France. En tout cas en paroles. Nous leur demandons des actes.

Helene : *Attendez-vous une enquête ? Craignez-vous qu'il s'agisse d'une enquête uniquement israélienne ou américano-israélienne ?*

Thomas Sommer : Je pense qu'il faut une enquête internationale. On ne peut pas être juge et partie. Je pense qu'il faut mettre les Israéliens face à leurs responsabilités. Ce qui vient de se passer, c'est un acte de piraterie. Quand la marine israélienne attaque des bâtiments en plein milieu des eaux internationales, tue des gens, kidnappe les civils sur les bateaux, vole le chargement, le bateau, y compris nos bagages, et même nos papiers d'identité – je n'ai plus ni passeport, ni carte d'identité, ni portable ! Je ne sais même pas s'il y a un précédent dans l'Histoire !

Ben : *Comprenez-vous le droit d'Israël à se défendre ?*

Thomas Sommer : Bien sûr, mais qui les a attaqués ? Ils ne se défendent de rien, ils attaquent des bâtiments civils. Ils peuvent alors kidnapper la moindre ONG qui déclare qu'il faut envoyer de l'aide humanitaire à Gaza ? Nous ne les avons pas attaqués, c'est eux qui nous ont attaqués. Par ailleurs, est-ce qu'Israël est en guerre contre la Grèce, la Turquie, l'Irlande ? Je ne le pense pas.

Sébastien : *Que deviennent les bateaux arraisonnés et les marchandises qui sont à bord ?*

Thomas Sommer : On n'en sait rien. A moins que nos gouvernements ne tapent du poing sur la table pour les récupérer, j'ai bien peur que ces bateaux et leur chargement ne disparaissent, comme nos affaires, nos passeports et tout le reste.

Guest : *Comptez-vous porter plainte ? Et si oui, qu'attendez-vous de cette plainte ?*

Thomas Sommer : J'aimerais pouvoir rencontrer les autorités françaises, au moins sur la question des papiers d'identité. Les passeports appartiennent à l'Etat, donc lui seul peut les récupérer. Pour le reste, bien sûr, nous allons porter plainte devant la Cour internationale de justice, individuellement et collectivement.

Mokhtar gaza : *Envisagez-vous de nouvelles actions de ce type ?*

Thomas Sommer : Tant que la communauté internationale ne prendra pas ses responsabilités, tant que le blocus ne sera pas levé effectivement, les gens qui trouvent insupportable ce qui se passe à Gaza prendront les choses en main et agiront selon leur conscience. Je pense que cela relève du droit d'ingérence humanitaire, concept mis en place, si je me souviens bien, par Bernard Kouchner. Moi, je peux déjà vous annoncer qu'un bateau français va partir dans les prochains mois. Et j'espère bien être à bord.

Chat modéré par Aline Leclerc

5 juin

<http://www.france-palestine.org/article14943.html>

9 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

9-1 Rannie AMIRI : Saboter la paix : La vraie raison de l'attaque de la flottille de Gaza.

La vague d'indignation et de condamnation planétaire qui a suivi l'attaque impudente de la pacifique flottille de la paix qui a causé la mort d'au moins neuf militants et fait des dizaines de blessés était prévisible et justifiée. Mais beaucoup se demandent encore pourquoi Israël a jugé nécessaire d'amener par avion un commando d'élite pour se rendre maître d'une flottille civile sans armes transportant 10 000 tonnes d'aide humanitaire vers le territoire assiégé de Gaza. Le convoi de six bateaux était en partie sponsorisé par une organisation humanitaire et naviguait sous pavillon turc quand il a été arraisonné dans les eaux internationales.

L'opinion générale est qu'Israël voulait "envoyer un message" : Voilà ce qui arrivera à quiconque osera s'opposer au blocus maritime et au siège de Gaza.

Cette analyse est juste mais superficielle. La vraie raison de l'assaut israélien est beaucoup plus sinistre : saboter délibérément (pour ne pas dire faire complètement avorter) les pourparlers de paix décisifs avec les Palestiniens et les Syriens et se venger de la Turquie qui a négocié un accord d'échange nucléaire avec l'Iran (ce qui a discrédité grandement les arguments d'Israël en faveur d'une intervention armée).

La motivation profonde d'Israël était de saboter la paix.

"La dynamique de notre état est l'expansion" est une déclaration célèbre de David Ben Gourion. Et la paix, la stabilité et la diplomatie sont des obstacles aux partisans sionistes de l'acquisition des terres et du contrôle des populations indigènes.

Il y a eu des efforts récents pour faire progresser les pourparlers indirectes, dit "de proximité" sous l'égide des USA entre le gouvernement israélien et le leader palestinien Mahmoud Abbas. Maintenant tout cela est remis en question.

La première phrase d'un communiqué de la Presse Associée du 31 mai impliquait la même chose : "L'assaut sanglant qui a tourné au fiasco d'un vaisseau turc humanitaire complique la tâche des USA dans les efforts de paix au Moyen Orient, et augmente l'isolement d'Israël..."

C'est exactement ce qu'Israël voulait. Israël peut facilement supporter "un isolement international" tant que son allié le protège de réelles sanctions. Israël en fait adore l'isolation ; cela lui permet d'opérer avec le sentiment de "n'avoir rien à perdre". L'expropriation de la Palestine s'accélère et il n'y a personne pour mettre des limites à son comportement irresponsable.

De plus l'attaque a eu pour résultat de mettre fin à sa relation avec la Turquie. Israël ne veut pas participer à une solution non militaire du dossier nucléaire iranien comme celle que la Turquie et le Brésil viennent de concrétiser.

Ce ne serait pas la première fois qu'Israël provoquerait délibérément une crise au prix de la vie de civils pour pouvoir poursuivre ses projets expansionnistes, justifier une guerre, ou avoir une raison de partir en campagne :

Six semaines avant les élections de 1996 en Israël, le Premier Ministre Shimon Peres a lancé l'opération "grains de la colère", un raid de deux semaines au Liban au milieu des 20 années d'occupation du Sud de Liban. Au cours de cette opération des Israéliens massacrèrent 106 civils qui s'étaient réfugiés dans un bâtiment de l'ONU à Qana.

En septembre 2000, quatre mois avant son élection, le Premier Ministre Ariel Sharon (accompagné de 1000 policiers anti-émeutes) s'est pavané sur l'esplanade de Haram al-Sharif où se trouve la mosquée al-Aqsa -le troisième lieu saint de l'Islam-déclenchant la Seconde Intifada.

La commission des droits de l'homme de l'ONU dans une résolution intitulée "sérieuses et importantes violations des droits humains du peuple palestinien par Israël" a condamné "la provocation dont s'était rendu coupable Ariel Sharon, le leader du Likoud en se rendant à El-Haram al-Sharif le 28 septembre 2000, et qui a été à l'origine des événements tragiques qui se sont déroulés à Jérusalem Est et dans les autres territoires occupés de Palestine, causant un grand nombre de morts et de blessés dans la population palestinienne".

Sharon a alors bâti sa campagne électorale sur la répression de l'intifada qu'il avait provoquée.

1500 Libanais furent tués, un million furent déplacés et l'infrastructure civile du pays fut détruite pendant qu'Israël essayait sans succès de détruire le Hezbollah au cours de la guerre de juillet 2006. Le conflit commença quand deux soldats furent capturés en flagrant délit d'espionnage en territoire libanais près de la ville de Aitaa al-Chabb. Comme des années de violation illégale de l'espace aérien libanais n'avaient pas provoqué de réaction, Israël utilisa le prétexte de la capture des deux soldats pour lancer son attaque disproportionnée.

La mesquine logique qui a sous-tendue l'attaque de Gaza de 2008-2009 a déjà été exposée dans un article précédent. (à savoir les élections de février 2009 en Israël voir <http://www.counterpunch.org/amiri12...> NdT)

La dernière opération israélienne contre les 700 militants qui apportaient de l'aide humanitaire à Gaza n'est jamais que la dernière d'une série de tentatives criminelles pour détruire tout espoir de paix, de négociation ou de solution du conflit entre Israël, ses voisins et les Palestiniens.

Mission accomplie.

8 juin 2010

Rannie AMIRI

Rannie Amiri est un commentateur indépendant du Moyen Orient. On peut le contacter à rbamiri@yahoo.com

Pour consulter l'original : <http://www.counterpunch.org/amiri06...>

Traduction D. Muselet

URL de cet article

<http://www.legrandsoir.info/Saboter-la-paix-La-vraie-raison-de-l-attaque-de-la-flottille-de-Gaza-Counterpunch.html>

9-2 Thierry Meyssan : Flottille de la liberté : le détail que Netanyahu ignorait.

Une semaine après l'attaque en haute mer d'un convoi humanitaire maritime par les troupes israéliennes de quels éléments nouveaux dispose-t-on et quelles premières conclusions peut-on établir ?

[...]

Les stratégies respectives

Lors de sa conférence de presse à New York, le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, a indiqué que son gouvernement avait multiplié les contacts préalables avec son homologue israélien pour l'informer du convoi et lui demander de laisser le passage ouvert.

Autant que l'on puisse savoir, Ankara avait envisagé trois scénarios :

1. Israël laisse passer le convoi qui est accueilli en fanfare par les Gazaouites. Dans ce cas, la Turquie démontre que, contrairement à la plupart des gouvernements arabes, elle est indépendante et ne se plie pas aux injonctions de Tel-Aviv.
2. Israël dérouté le convoi et le fait accoster à Ashdod/Isdud. Les marchandises et les humanitaires rejoignent Gaza par la route où ils sont accueillis en fanfare. Tel-Aviv garde la tête haute, et le bénéfice politique est moindre pour Ankara.
3. Israël sabote la flottille ou l'arraisonne. Dans ce cas, Ankara internationalise l'incident et en profite pour remettre en cause la continuation du blocus. C'est le meilleur scénario, politiquement parlant.

Le gouvernement israélien a cru disposer d'une autre option : montrer à l'état-major turc que si le gouvernement civil vient aider les Palestiniens, Tel-Aviv peut en retour agiter les séparatistes kurdes ; et montrer une fois de plus, qu'adossé aux Etats-Unis, Israël est au dessus du droit international. Bref, le gouvernement Netanyahu pensait possible de pousser les militaires turcs à perpétrer un cinquième coup d'Etat.

Dans cette optique, le tandem Netanyahu-Barak a commandité à des mercenaires kurdes une attaque terroriste contre la base militaire navale d'Iskenderun (au sud de la Turquie). Elle a été réalisée le 31 mai peu après 0 heures. Des roquettes ont été tirées lors de la relève la garde, tuant 7 soldats [5].

Par ailleurs, le gouvernement israélien s'est assuré d'être couvert par Washington [6].

Ainsi que l'a fait remarquer le leader libyen Mouamar Khadafi [7], il est impensable que les forces israéliennes aient lancé une opération de piraterie en Méditerranée sans en informer à l'avance la VIe flotte états-unienne, chargée de combattre la piraterie et le terrorisme dans cette zone, avec laquelle elles travaillent habituellement. L'idée était de saisir les marchandises et de les acheminer à Gaza pour montrer sa bonne foi, tout en arrêtant les militants et en les accusant de liens avec le « djihadisme » pour discréditer le gouvernement démocrate-musulman de l'AKP.

L'abordage de la flottille pouvait avoir lieu soit de nuit en haute mer, soit de jour dans les eaux palestiniennes. Le gouvernement israélien a choisi la première option de sorte que l'assaut ne soit pas commenté en direct sur les chaînes de télévision satellitaires par la soixantaine de journalistes embarqués par Free Gaza. L'ordre a été donné au moment où se terminait l'attaque de la base navale d'Iskenderun.

De fait, Israël a bien été couvert par les Etats-Unis, qui (avec la France) se sont efforcés d'empêcher toute décision contraignante du Conseil de sécurité. A l'issue d'une interminable session, celui-ci a accouché d'une indigente déclaration présidentielle [8].

On peut y lire une litanie de vœux pieux sur la libération des prisonniers, l'aide humanitaire aux Gazaouites, et la création d'un Etat palestinien.

En coulisses, le Conseil était divisé sur un point juridique particulier, que nous détaillerons dans un instant. Il s'est montré impuissant à clarifier lui-même les faits : au lieu de créer une Commission d'enquête, il s'est limité à demander « *qu'il soit procédé [éventuellement par Israël] à une enquête prompte, impartiale, crédible et transparente, dans le respect des normes internationales* ».

Certes, la Commission des droits de l'homme de l'ONU a, quant à elle, institué une mission pour établir les faits, mais sa compétence est limitée [9]. Au demeurant, Israël s'en moque comme il s'est moqué de la mission Desmond Tutu sur les crimes commis à Jenine, ou de la mission Richard Goldstone sur les bombardements de Gaza.

La confusion des territoires

Alors que les agences de presse avaient évoqué 16 morts, le bilan réel serait de 9 tués, sous réserve que les blessés graves ne succombent pas ultérieurement de leurs blessures. Selon la télévision publique turque, les commandos israéliens avaient une liste de personnes à éliminer, mais la résistance des passagers ayant perturbé le plan, seul le poète Raed Salah a été atteint. Il est probable qu'au moment de donner l'ordre de l'assaut, le gouvernement Netanyahu savait que le Mavi Marmara avait été enregistré aux Comores. Les commandos croyaient donc commettre des violences en territoire comorien.

Or, les organisateurs, soutenus par les autorités turques avaient hissé le pavillon turc et non celui des Comores. En outre, ils avaient déployé un gigantesque drapeau turc sur le flanc du cargo. Selon la jurisprudence de la Cour permanente de Justice de La Haye [10], le bateau n'était donc pas territoire comorien, mais turc. Il avait d'ailleurs déjà changé de nationalité lorsqu'il avait rejoint le reste de la flottille et la République de Chypre lui avait refusé le mouillage à cause de cela.

Tous les débats sur l'échec du renseignement israélien ne portent que sur cela : comment le Mossad a-t-il pu ignorer le changement de nationalité du cargo ?

Toutes les déclarations gênées de chancelleries, à Washington, à Paris et ailleurs, demandant que les faits soient établis avant qu'elles ne se prononcent sur les conséquences juridiques, portent sur ce point jamais énoncé : au moment de l'assaut, le Mavi Marmara était-il territoire comorien ou turc ?

La réponse à la question est de la plus haute importance. En effet, la Turquie est membre de l'OTAN et l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord stipule :

« Les parties conviennent qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles survenant en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties, et en conséquence elles conviennent que, si une telle attaque se produit, chacune d'elles, dans l'exercice du droit de légitime défense, individuelle ou collective, reconnu par l'article 51 de la Charte des Nations Unies, assistera la partie ou les parties ainsi attaquées en prenant aussitôt, individuellement et d'accord avec les autres parties, telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée, pour rétablir et assurer la sécurité dans la région de l'Atlantique Nord. »

Juste avant que ne se réunisse le Conseil atlantique, la Justice turque a procédé à un nouveau coup de filet pour arrêter des personnalités accusées d'avoir fomenté un complot contre le gouvernement constitutionnel. Parmi les suspects figure l'ancien

ministre de la Justice, Seyfi Oktay. Ils auraient appartenu au réseau Ergenekon, version locale actuelle du Gladio... c'est-à-dire des services secrets de l'OTAN.

La symbolique de ces arrestations est renforcée par la campagne conduite depuis deux ans par les partisans de l'AKP dans les médias. A coup de fictions télévisées et de films de cinéma, ils ne cessent de vulgariser la manière dont les services secrets de l'OTAN organisèrent quatre coups d'Etat militaires successifs dans le pays. Ils ne cessent d'expliquer que les Anglo-Saxons jouent un double jeu, alliés de façade, ils ont alimenté les problèmes kurde, arménien et chypriote pour affaiblir le pays.

A l'issue d'une longue et pénible réunion à huis clos, le secrétaire général de l'Alliance, Anders Fogh Rasmussen, a lu une déclaration d'une phrase : « *J'exige la libération immédiate des civils ainsi que des navires retenus par Israël* » [11].

Bien sûr, personne n'a jamais envisagé que l'OTAN contraindrait Israël par la force, mais c'est bien là que se trouve le moyen de pression : pour préserver l'Alliance, les Etats-Unis devaient résoudre le conflit à l'amiable.

24 heures exactement après la déclaration de M. Rasmussen, le porte parole de l'administration pénitenciaire israélienne annonçait avoir libéré tous les prisonniers étrangers (il conserve en détention ses propres ressortissants impliqués) et être en cours de les acheminer vers leur Etat d'origine ou un Etat d'accueil.

Ce rebondissement révèle un problème inattendu. L'Alliance atlantique, a été constituée par les Etats-Unis et le Royaume-Uni avec les Etats ressortissant de leur zone d'influence post-Yalta. Ils en étaient les maîtres et les autres membres étaient soumis à leur commandement. Hormis la parenthèse gaullienne, aucun membre n'a osé remettre en cause ce fonctionnement. Or, la Turquie, signe de sa montée en puissance, vient d'utiliser le Traité de l'Atlantique Nord pour forcer la main aux Etats-Unis.

Le tête-à-tête Erdogan-Peres continue

En menottant et en tabassant leurs prisonniers, les commandos israéliens hurlaient en riant « *One minute !* », « *One minute !* ». Ce gimmick fait référence à l'algarede ayant opposé le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan au président Shimon Peres, lors du forum économique de Davos.

Cette provocation verbale a enflammé l'opinion publique turque qui s'estime insultée à travers son Premier ministre. Du coup, elle ne se contente pas d'approuver la réaction de M. Erdogan, mais elle le pousse à en faire plus sur la scène internationale, ainsi que le montrent les derniers sondages.

C'est pourquoi le Parlement turc a adopté une résolution très offensive qui enjoint le gouvernement de « *reconsidérer [les] relations politiques, militaires et économiques avec Israël et [de] prendre les mesures efficaces appropriées* » [12].

Le ministère de la Justice a formé un groupe de travail pour examiner tous les recours juridiques en droit interne et international. Il s'appuie notamment sur le mémoire d'une association de juristes londoniens, que nous avons intégralement publié en anglais. [13].

Le parquet d'Istanbul-Bakirköy a ouvert une enquête [14]. Il a déjà fait procéder aux autopsies médico-légales et aux auditions des protagonistes turcs. Il pourrait inculper rapidement Benjamin Netanyahu et les généraux Ehud Barak et Gabi Ashkenasi pour piraterie, coups et blessures, meurtres, enlèvement et séquestration arbitraire.

Cependant, selon les éléments rassemblés, le procureur pourrait requalifier les faits en crime contre l'humanité. Dans ce cas, les prévenus ne pourraient plus voyager librement sans risquer l'interpellation.

Affirmer le leadership du mouvement sioniste

Si l'on se réfère aux communiqués et points de presse de la Maison-Blanche relatifs aux conversations téléphoniques successives entre le président Obama et le Premier ministre Netanyahu, les Israéliens étaient initialement fiers de leur coup. M. Netanyahu appelle d'abord le président Obama pour s'excuser de ne pouvoir honorer son invitation compte tenu des événements qui l'obligent à retourner d'urgence à Tel-Aviv. Lors de la seconde conversation, M. Netanyahu raconte sa version des faits, c'est-à-dire qu'il place le président Obama devant le fait accompli. Si les Etats-Unis avaient autorisé l'arraisonnement, ils ne s'attendaient pas à ce carnage. La troisième conversation porte sur la manière de torpiller la réunion du Conseil de sécurité, c'est-à-dire que les Israéliens dictent leur feuille de route aux Etats-Uniens.

La tonalité change lorsqu'on en arrive à la saisine du Conseil atlantique. M. Netanyahu devient difficile à joindre, tandis que la secrétaire d'Etat Hillary Clinton doit affronter son homologue turc, venu la harceler. Elle cherche un bouc émissaire et demande au général Ehud Barak de trouver une solution en faisant porter la responsabilité sur un subalterne, mais celui-ci refuse de faire sauter des fusibles. Non seulement il ne se désolidarise pas du commando qui a effectué le raid, mais il prend la défense de ses soldats et ira même leur rendre visite.

En définitive, les Israéliens doivent libérer leurs prisonniers. Ils ont imposé la situation, mais se sont fait imposer le dénouement.

Un problème supplémentaire surgit avec le décès de Furkan Dogan. Le jeune homme était double national turco-états-unien. Il s'ensuit que sa famille peut poursuivre l'Etat d'Israël pour meurtre devant les juridictions américaines.

Premières conclusions

Au final, le gouvernement israélien a échoué sur ses deux objectifs.

La Turquie sort renforcée de cet affrontement, et avec elle le triangle qu'elle forme avec ses alliés syrien et iranien. Au passage, elle a acquis plusieurs cartes. La Justice turque va juger par contumace les ministres et généraux israéliens pour les crimes commis. La mission d'investigation de la Commission des droits de l'homme va ternir un peu plus l'image d'Israël. Surtout, la Turquie peut jouer une seconde partie.

Selon nos informations, Ankara a informé le département d'Etat que M. Erdogan envisage de briser personnellement le blocus de Gaza, comme François Mitterrand brisa en son temps le siège de Sarajevo [15]. Il pourrait embarquer sur une flotte humanitaire affrétée par des associations et soutenue par des gouvernements, dont l'Iran, la Syrie et le Venezuela. Hassan Nasrallah, le secrétaire général du Hezbollah, a déjà appelé tous les Libanais à participer à de nouvelles initiatives. Un appel pourrait être lancé aux marins de la Méditerranée, de sorte que des centaines de bâteaux de plaisance s'y joindraient.

Le tout serait escorté par la marine de guerre turque... membre de l'OTAN.

Cette perspective a effrayé Washington qui se trouve soudain une ardeur nouvelle pour convaincre Tel-Aviv de lever le blocus.

Par ailleurs, le prestige acquis par la Turquie au cours de cette opération met en relief la collaboration de certains gouvernements arabes avec Israël, particulièrement celui d'Hosni Moubarak.

Ce dernier a en effet activement collaboré au siège de Gaza afin d'empêcher le contact entre le Hamas palestinien et les Frères musulmans égyptiens. Le Caire n'a pas hésité à construire un mur d'acier avec l'argent des Etats-Unis et le savoir-faire de la France pour emmurer 1,5 million de Gazaouites [16]. Et l'on se souvient de la réponse du ministre des Affaires étrangères Ali Aboul Gheit à qui l'on demandait ce qu'il ferait des femmes et des enfants affamés qui tentaient de passer la frontière. Il répliqua : « *Qu'ils essayent, nous leur briserons les jambes !* ».

Du coup, le sang des victimes du Marmara rejaillit sur le gouvernement Moubarak et Alexandrie est au bord du soulèvement. Pour l'cher un peu de lest, le gouvernement égyptien a donc décidé d'entrouvrir temporairement la frontière.

Avant de jouer dans la cour des grands, la Turquie a probablement assuré ses arrières. Notre hypothèse, qui s'appuie sur l'interview de diplomates, est qu'elle a reçu des garanties de la Russie lors du voyage de Dmitry Medvedev au Proche-Orient. Ce scénario semble corroboré par la soudaine annonce de la venue à Ankara, le 8 juin, du Premier ministre Vladimir Poutine pour participer à un sommet auquel il n'était jusque là pas attendu. Il y rencontrera notamment le président iranien Mahmoud Ahmadinejad. La délégation israélienne qui était inscrite renoncera probablement à venir : tout officiel de haut niveau serait à la merci du procureur d'Istanbul-Bakirköy. Celui-ci pourrait inopinément qualifier les faits de crimes contre l'humanité et faire arrêter les officiels.

[1] « Par la piraterie, Israël se dévoile aux yeux du monde », entretien de Silvia Cattori avec Hazem Jamjoum, Réseau Voltaire, 4 juin 2010.

<http://www.voltairenet.org/article165685.html>

...

[5] « Israël a-t-il mené deux opérations militaires contre la Turquie ? », Réseau Voltaire, 2 juin 2010.

<http://www.voltairenet.org/article165631.html>

[6] « L'OTAN ne pouvait pas ne pas être au courant », par Manlio Dinucci, Réseau Voltaire, 2 juin 2010.

<http://www.voltairenet.org/article165627.html>

[7] « Message de Mouammar Kadhafi à Barack Obama », Réseau Voltaire, 2 juin 2010.

<http://www.voltairenet.org/article165634.html>

[8] « Déclaration du Président du Conseil de sécurité de l'ONU », Réseau Voltaire, 1er juin 2010.

<http://www.voltairenet.org/article165629.html>

[9] « Résolution du Conseil des Droits de l'homme des Nations unies », Réseau Voltaire, 2 juin 2010.

<http://www.voltairenet.org/article165676.html>

[10] S.S. Lotus Case (Fr. v. Turk.), 1927 P.C.I.J. (ser. A) No. 9, at 25.

[11] « L'OTAN exige la libération de la Flottille de la liberté », Réseau Voltaire, 1er juin 2010.

<http://www.voltairenet.org/article165608.html>

[12] « Résolution du Parlement turc », Réseau Voltaire, 2 juin 2010.

<http://www.voltairenet.org/article165653.html>

[13] « The Attack on the Gaza Freedom Flotilla and International Law », par Lawyers for Palestinian Human Rights, Voltaire Network, 6 juin 2010.

<http://www.voltairenet.org/article165720.html>

[14] « Ouverture d'une enquête pénale à Istanbul contre les pirates israéliens », Réseau Voltaire, 5 juin 2010.

<http://www.voltairenet.org/article165697.html>

[15] Le 27 et 28 juin 1992, le président français, François Mitterrand franchit en hélicoptère la ligne de front et brise le siège de Sarajevo.

[16] « Gaza : la France supervise le prolongement du Mur de séparation », Réseau Voltaire, 26 décembre 2009.

Thierry Meyssan

6 juin 2010

<http://www.voltairenet.org/article165659.html>

<http://www.voltairenet.org/article163396.html>

9-3 Une semaine est passée depuis l'attaque de la flottille de la paix dans les eaux internationales.

Perses et ottomans au XXI^e siècle

Une semaine est passée depuis l'attaque de la flottille de la paix dans les eaux internationales – très - au large des côtes israéliennes.

L'opération humanitaire a été interrompue par un coup de force militaire qui est, en droit, un acte de piraterie caractérisé. Ayant la forme d'une ONG : Opération Non Gouvernementale elle bénéficiait d'un soutien politique évident du gouvernement turc. La flottille était partie d'un port turc, avait fait escale dans un port de la République non reconnue de Chypre Nord et son principal navire arborait le pavillon turc qui avait récemment remplacé son pavillon comorien. Les victimes connues sont pour l'heure toutes de nationalité turque, une d'entre elles ayant la double nationalité turque et étasunienne.

Les réactions de la population turque allant jusqu'à des attaques de consulats israéliens auxquelles ont fait écho les manifestants israéliens faisant éclater leur joie devant l'ambassade de Turquie à Tel Aviv démontrent que l'événement a pris un caractère d'affrontement politique turco-israélien.

Cet affrontement avait de nombreux signes avant-coureurs : en Janvier 2009 au forum de Davos sévère et spectaculaire attaque verbale du premier ministre turc Erdogan contre le Président israélien Shimon Pérès, amélioration des relations entre la Turquie et la Syrie, en Mai 2010 accord entre la Turquie le Brésil et l'Iran pour permettre l'enrichissement de l'uranium iranien hors d'Iran

Pourtant dans les justifications qu'ils ont fournies avant comme après de leur attaque du 31 Mai, les dirigeants israéliens ne s'en sont pas pris à la Turquie et ont feint d'ignorer le soutien du gouvernement turc à l'opération. On a vu que pour le public israélien il s'agissait au contraire d'une leçon sévère, bien que facile militairement, donnée à la Turquie et en violation flagrante du droit international.

Comme si l'attaque de la flottille n'était qu'une péripétie, Netanyahu s'en est tenu à la position stratégique d'Israël et a réaffirmé qu'il ne voulait pas que Gaza devienne un port iranien et que ceci justifiait définitivement, ou au moins jusqu'à nouvel ordre international et à respect par Israël d'un minimum de traités et d'accords internationaux, le blocus maritime de Gaza, venant compléter le blocus terrestre déjà condamné mais évidemment sans suite par le Conseil de sécurité (Résolution n° 1840 du 8 Janvier 2009).

Cette observation conduit à regarder de plus près les rapports turco-israéliens et leur évolution.

Les rapports militaires sont étroits et l'accord d'association entre Israël et l'OTAN signé en 2008 qui fait d'Israël un quasi membre de l'OTAN sans en avoir les obligations, en particulier l'acceptation du principe de l'unanimité des décisions au sein de l'Organisation n'ont pu que les conforter. La Turquie n'est pas une puissance nucléaire mais son armée est une des plus importantes de la région et elle manœuvre régulièrement avec l'armée israélienne. L'attaque de la flottille de la paix a eu lieu alors que s'achevaient les manœuvres MINOAS 2010 de l'OTAN en Méditerranée auxquelles Israël était associé.

Ces liens anciens solides et entretenus ont conduit certains à l'hypothèse selon laquelle Israël chercherait à accentuer les tensions connues entre le pouvoir civil et l'armée turque pour favoriser la reprise en mains par les militaires (soit par un coup d'Etat soit par des pressions et des menaces) d'une politique étrangère de relatif désalignement vis-à-vis du bloc occidental.

C'est oublier que deux semaines avant l'attaque de la flottille la Turquie, membre de l'organisation depuis 1952 avait voté pour l'accession d'Israël à l'OCDE alors même que l'unanimité des membres était nécessaire. Son opposition lui aurait permis de défendre avec éclat la cause palestinienne puisqu'au nombre des obstacles à cette adhésion figurait les inégalités sociales trop importantes entre citoyens israéliens et citoyens arabes d'Israéliens. Il n'en a pas été question puisque la Turquie n'a même pas compté au nombre des 3 pays membres qui étaient réticents à cette adhésion.

On en arrive à cette conclusion qu'en l'état actuel de choses, l'attitude anti-israélienne du gouvernement turc est plus une posture pro-palestinienne destinée à l'opinion publique turque qui s'en satisfait qu'un réel engagement contre la politique dominatrice d'Israël au Proche-Orient. Elle a l'avantage d'améliorer l'image de la Turquie dans le monde arabe où n'existe pas un gouvernement capable de s'opposer fortement à la politique d'Israël en Palestine. Certes La Syrie et le Liban font preuve de fermeté quant à la défense de leur indépendance mais n'exercent aucun leadership dans la défense des droits des palestiniens. La Turquie est donc en passe de se retrouver en position de leader de la politique de résistance à la politique antipalestinienne d'Israël et l'attaque de la flottille aura beaucoup contribué à améliorer encore cette position.

La classe dirigeante turque qui, sur cette question, ne se divise probablement pas entre civils et militaires est en passe de renouer avec un passé d'influence proprement ottomane quand la Sublime Porte gouvernait l'ensemble du Proche et du Moyen Orient domination qui ne s'acheva, on s'en souvient, qu'à la fin de la première guerre mondiale, la Grande Bretagne ayant alors suscité des régimes arabes opposés à la domination ottomane. A lire attentivement les discours du ministre des Affaires Etrangères turc et à voir toute l'activité diplomatique du gouvernement Erdogan pour exercer une influence régionale globale que ce soit en mer Noire en Méditerranée cette interprétation ne fait guère de doute.

Le véritable foyer de tension entre la Turquie et Israël n'est pas la question palestinienne mais la question kurde. La Turquie sait et s'en inquiète qu'Israël favorise les kurdes non pas par sympathie pour leur cause, mais comme facteur de déstabilisation que ce soit en Irak où la politique Us/raélienne vise à séparer le Kurdistan et son pétrole du reste de l'Etat irakien, ou en Iran où la minorité kurde peut jouer le même rôle. Ceci étant l'accroissement des pouvoirs kurdes en Irak inquiète la Turquie car les Kurdes de Turquie peuvent y voir un encouragement dans leur combat. Le soutien affirmé à la cause palestinienne peut donc bien être une riposte graduée au soutien d'Israël à la cause kurde. Si cette préoccupation est

principale pour le gouvernement turc, ce qui est probable dans la mesure où malgré les offres réitérées de dialogue politique du PKK le gouvernement turc poursuit toujours la même politique répressive, on peut caractériser les relations turco-israéliennes comme tendues mais ne prenant certainement pas le chemin de la rupture.

Sur la question de l'enrichissement de l'uranium iranien, la Turquie et le Brésil n'ont fait que reprendre à leur compte une proposition des USA visant à faire enrichir l'uranium à 20% - celui destiné aux applications médicales - par un pays tiers. Que les Etats-Unis se soient ensuite scandalisés de cet accord ne doit pas faire oublier ce fait capital. D'ailleurs la Turquie n'a pas d'industrie nucléaire et elle en est à aspirer à construire deux réacteurs qu'elle commandera probablement à la Russie. Elle ne pourra servir que de point de passage à l'uranium avant et après enrichissement et sert au mieux à occulter aux yeux de médias décidément bien peu curieux que l'enrichissement aura lieu en France. La France qui ne craignant pas les acrobaties de langage pourra en même temps livrer à l'Iran de l'uranium seulement enrichi à 20% et donc sans possibilité d'utilisation militaire et crier partout que l'Iran a un programme nucléaire militaire caché.

La Turquie membre influent et historique du camp occidental.

C'est ce que démontre sa très ancienne adhésion à l'OTAN et à l'OCDE (1952).

La Turquie n'est pas en train de sortir du bloc occidental et elle vise simplement à accroître son influence régionale dans le cadre de ce qui se révèle progressivement être une multipolarité bien tempérée qui convient aux plus perspicaces des dirigeants actuels de Washington.

Ceux-ci essaient de s'infiltrer dans la tendance générale à la multipolarité pour éviter que celle-ci se développe contre eux. Ainsi, le récent accord de coopération militaire Brésil-Etats-Unis est un moyen d'éviter que le nouveau leadership du Brésil en Amérique du Sud ne s'affirme comme une opposition résolue aux gringos. Il ne s'agit plus pour Washington de faire barrage à la multipolarité mais de la canaliser. Signe d'affaiblissement sans doute mais manifestation forte d'une ferme détermination à ne pas sortir du jeu.

Dans ce nouveau scénario, la Turquie s'est vue attribuer un rôle très important : celui de faire pièce à l'influence régionale de l'Iran qui est et reste le véritable cauchemar de l'alliance US/ISRAEL.

Si l'attaque de la flottille peut donner l'illusion aux dirigeants du Hezbollah comme à ceux du Hamas comme au régime syrien que la Turquie est désormais leur plus fidèle soutien elle aura été une réussite et les stratèges de la « multipolarité bien tempérée » auront réutilisé à leur avantage la vieille rivalité historique entre la Perse et l'Empire Ottoman.

Mais ces mêmes dirigeants savent bien que l'ennemi choisi par l'Empire c'est l'Iran alors que la Turquie est et reste un ami autant qu'un vassal.

L'attaque de la flottille est intervenue alors que se déroulait à partir de la Crète sous le nom de MINOAS 2010 un exercice aérien entre l'armée de l'air israélienne et l'armée de l'air grecque dont l'objectif était le suivant : permettre à l'aviation israélienne de faire échec aux missiles anti missiles russes S300 qui sont aujourd'hui installés en Grèce et que l'Iran doit acquérir prochainement. A l'annonce de l'attaque de la flottille, le gouvernement Papandréou a suspendu les manœuvres qui devaient continuer jusqu'au 3 Juin mais il avait donné son accord car la Grèce membre de l'OTAN comme la Turquie depuis 1952 sait bien que l'ennemi officiel de l'Empire reste plus que jamais l'Iran et que dans l'état où les banques l'ont mise, elle ne peut rien refuser à Washington.

Documents comaguer accessibles sur <http://comaguer.over-blog.com>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19